

TORNATA DEL 27 MARZO 1858

PRESIDENZA DEL PRESIDENTE AVVOCATO CARLO CADORNA.

SOMMARIO. *Appello nominale — Seguito della discussione dello schema di legge per l'istituzione di scuole normali per maestri e maestre elementari — Emendamento del deputato Despine all'articolo 1 — Osservazioni del deputato De Sonnaz, e opposizioni dei deputati Mazza e Buffa — È rigettato — Emendamenti dei deputati Michelini Marco, Valerio-Beolchi, e Alfieri — Opinioni e osservazioni del ministro per la pubblica istruzione, e dei deputati Demaria relatore, Buffa, Mellana, Mazza e Garau — Rigetto delle proposte dei deputati Michelini-Marco, e Valerio-Beolchi — L'emendamento del deputato Alfieri è rinviato all'articolo 7, e l'articolo 1 ministeriale è approvato — L'aggiunta del deputato Franchi è oppugnata dal deputato Boggio, e ritirata — I deputati Demaria relatore, Michelini G. B. e Boggio combattono l'aggiunta Valerio — Osservazioni dei deputati Crotti e Mazza — L'aggiunta è rigettata — Domande dei deputati Cavour G. e Crotti, e risposte del ministro suddetto — Aggiunta proposta dal deputato Cavour G., oppugnata dal deputato Boggio — Si rinvia.*

La seduta è aperta alle ore 1 pomeridiane.

CAVALLINI, segretario, dà lettura del processo verbale della tornata precedente.

APPELLO NOMINALE.

PRESIDENTE. Si procederà all'appello nominale.

(Segue l'appello.)

La Camera non essendo ancora in numero, il nome degli assenti sarà stampato nella gazzetta ufficiale (1).

(Dopo qualche momento la Camera si trova in numero, e il processo verbale è approvato.)

(1) L'elenco dei signori deputati che non risposero al presente appello nominale pubblicato nella *Gazzetta Piemontese* del 29 marzo 1858 è il seguente:

Airenti, Alvigini, Ameglio, Ansaldo, Annoni, Ara, Astengo, Avondo, Baino, Bianchetti, Bianchi Alessandro, Bixio, Bo, Bolmida, Brofferio, Buraggi, Caboni, Capra, Casaretto, Cassinis, Castagnola, Castellani-Fantoni, Cattaneo, Cavalli, Cavour Camillo, Chapperon, Cornero, Correnti, Cossato, Costa Antonio, Costa della Torre, Costa di Beauregard, D'Agliè, De Andreis, De Martinel, Fara Gavino, Gallo, Galvagno, Garibaldi, Gastaldetti, Ghigliani, La Marmora, Laurenti-Roubaudi, Leardi, Malan, Mari, Melis, Mellana, Menabrea, Miglietti, Moia, Mongellaz, Naitana, Negroni, Negrotto, Notta, Oitana, Pareto Domenico, Pareto Lorenzo, Parodi, Pernati, Petitti, Riccardi, Roberti, Saraeco, Satta-Musio, Spano, Tecchio.

Erano assenti: per missione, i deputati Berruti, Bianchi Carlo, Biancheri, Capriolo, Della Motta, Ginot e Tegas; per congedo, i deputati Fara Agostino, Guirisi, Jacquemoud, Pelloux; per malattia, i deputati Brignone, Buttini, Serra, Spurgazzi.

SEGUITO DELLA DISCUSSIONE PER L'ISTITUZIONE DI SCUOLE NORMALI PER MAESTRI E MAESTRE ELEMENTARI.

PRESIDENTE. L'ordine del giorno reca il seguito della discussione sul progetto di legge per istituzione di scuole normali per maestri e maestre elementari.

Nella seduta di ieri la Camera cominciò la discussione del primo articolo sul quale sono stati proposti tre emendamenti.

Il primo è del deputato Beolchi, il quale propone che alle parole *sei scuole* si surrogino le parole *sette scuole*; quindi ove si dice *per modo che una almeno appartenga alla Sardegna*, si surrogli la redazione: *che due almeno appartengano alla Sardegna*.

Il deputato Franchi propone un emendamento aggiuntivo così concepito:

« Riguardo a queste ultime il ministro dovrà provvedere con appositi e speciali regolamenti per il loro governo interno. »

Il deputato Valerio propone pure un emendamento aggiuntivo in questi termini:

« Queste scuole potranno essere tramutate di triennio in triennio da una provincia all'altra delle regioni per cui furono istituite. »

DE SONNAZ. Domando la parola.

PRESIDENTE. Il deputato Michelini G. B. ha facoltà di parlare essendo già iscritto sin da ieri.

MICHELINI G. B. Mi riservo di parlare quando sarà il caso di svolgere il mio emendamento.

PRESIDENTE. Allora do la parola al deputato Despine.

DESPINE. Messieurs, mon intention serait de proposer à l'article premier un léger amendement consistant à substituer aux mots: *sono istituite*, les mots: *potranno venire istituite*; c'est-à-dire qu'au lieu de rendre la clause *obligatoire*, je voudrais la rendre seulement *facultative*. Et voici les motifs sur lesquels je fonde ma proposition.

D'abord, monsieur le ministre de l'instruction publique nous a dit hier, ainsi que nous l'indique également l'article 15 de son projet, que cette nouvelle charge qu'il impose à l'Etat, sera répartie en trois années consécutives. Bien que la charge soit plus légère en apparence, il n'en est pas moins vrai qu'elle finira par peser en totalité sur les contribuables.

Une autre considération détermine encore mon amendement; c'est qu'à l'article 7 j'entends proposer la suppression de la clause, qui met la dépense à la charge de l'Etat, pour la laisser entièrement aux communes intéressées, comme cela se pratique déjà à Turin, à Chambéry et dans quelques autres villes, où il y a des écoles semblables. J'entends en outre proposer à l'article 16 la suppression du mot *provisoria*, annexé à l'autorisation donnée aux régents. En effet, messieurs, si nous laissons ce mot *provisoria*, c'est l'épée de Damoclès que nous tenons suspendue soit sur la tête de tous les régents, soit sur les communes elles-mêmes, parce que celles-ci auront à craindre constamment de devoir renvoyer tous les régents, qu'elles ne pourront pas payer de 600 à 800 francs.

Il a été suffisamment démontré hier qu'aucune commune rurale ne pourra supporter le traitement de 600 à 800 francs. Il en résulte donc qu'aucune ne se servira des maîtres qui auront passé à l'école normale. Alors je ne vois pas pourquoi on voudrait grever ces communes rurales, qui supportent déjà la plus forte partie des contributions foncières, de cette nouvelle taxe. Il est de toute justice que les communes qui en profitent, c'est-à-dire celles où l'établissement existe, en supportent les frais, attendu qu'elles en sont dédommagées d'un autre côté par le décorum qu'elles en retirent, par le concours des personnes qui s'y rendent, par la consommation à laquelle ces écoles donnent lieu, et par la facilité que trouvent leurs administrés pour pouvoir en suivre les cours sans frais.

Je conçois très-bien que l'Etat puisse y intervenir dans quelques cas particuliers, mais seulement par voie de subside; je ne voudrais pas lui imposer cette charge à perpétuité; car, selon moi, ce serait tout à fait injuste.

Comme, d'un autre côté, je ne veux cependant pas que les communes soient forcées de faire des dépenses au-dessus de leurs moyens, je demande qu'aux mots: *sono istituite*, on substitue: *potranno venire istituite*.

Je ne me dissimule pas que pour appuyer la néces-

sité de cette loi, monsieur le ministre a insisté dans la séance d'hier sur la mesquinité de notre budget de l'instruction publique, en le comparant soit à celui de la Belgique, soit à celui de la France. Mais je crois que si l'on tient compte des diverses circonstances spéciales, on reconnaîtra que les observations qu'a présentées monsieur le ministre ne sont pas fondées.

Effectivement, j'ai examiné notre budget de l'instruction publique et je vois qu'il est de deux millions deux cent mille francs à peu près.

La Belgique consacre annuellement à l'enseignement deux millions trois cent quatre-vingt-onze mille francs, soit environ 200,000 francs de plus que nous.

La France y consacre dix-neuf millions deux cent cinquante-cinq mille francs, et comme elle est sept fois notre population, cela fait environ deux millions sept cent mille francs.

Il n'y a donc pas une très-grande différence entre les budgets de ces Etats et le nôtre. Ainsi je ne crois pas que nous soyons fondés à dire que nous avons un budget de l'instruction publique trop mesquin.

Maintenant je sais bien que si je considère l'enseignement primaire, je vois que chez nous l'Etat ne fournit à peu près rien, tandis que dans la Belgique l'Etat y concourt pour un million 200,000 francs, et en France pour 7,662,000, soit proportionnellement 1,100,000 francs.

Sans doute il y a là une grande différence entre ces pays et le nôtre; mais il faut considérer aussi le reste du même budget qui concerne l'enseignement. Ainsi je trouve que l'enseignement supérieur universitaire, qui dans notre budget est porté pour 930,000 francs, dans le budget de la Belgique l'est seulement pour 652,000, et dans celui de la France pour 5,464,000 francs, correspondant en proportion à peu près à 770,000 francs.

Si je passe à l'enseignement secondaire, tandis que le nôtre s'élève à 721,000 francs, auxquels l'on peut ajouter les 168,000 francs des écoles techniques, soit ensemble 900,000 francs, la Belgique y consacre seulement 285,000 francs et la France 2,545,000, soit proportionnellement 363,000 francs.

Vous voyez donc, messieurs, que si chez nous le budget de l'enseignement primaire est faible, celui de l'enseignement, soit secondaire, soit universitaire, est infiniment plus élevé. Cette différence de condition tiendra, probablement, à des circonstances de localité et de système d'enseignement qu'il n'est pas ici le cas de discuter.

Sans doute si nous avions, comme en Belgique, des Universités libres, si les cours supérieurs au lieu d'être entièrement gratuits, comme chez nous, étaient chacun payés très-largement par les élèves, alors je concevrais qu'on pût augmenter le fonds destiné aux écoles primaires; mais chez nous c'est tout le contraire: l'Etat prend entièrement à sa charge l'enseignement secondaire et l'enseignement universitaire, tandis qu'il laisse entièrement l'enseignement primaire à la charge des communes.

Je ne m'occupe pas de constater si la méthode est bonne ou mauvaise; je cite seulement un fait qui existe. Or, il résulte d'après l'état statistique, présenté par monsieur le ministre de l'instruction publique, que le traitement des maîtres payés par les communes s'élève annuellement à 2,480,650 francs, soit environ deux millions et demi. En y ajoutant les 2 millions et 200,000 francs du budget de l'Etat, on voit que le budget total de l'instruction publique s'élève réellement au chiffre de quatre millions et demi à cinq millions, ce qui est une somme assez considérable pour l'enseignement.

C'est d'après ces considérations que je crois que l'Etat ne doit nullement prendre à sa charge les frais des nouvelles écoles normales, et que je me propose d'y revenir soit à l'article 7, soit à l'article 16.

Dans cette prévision, je demanderai que l'article 1 soit modifié en ce sens que l'on substitue aux mots: *sono istituite*, ceux de: *potranno venir istituite*.

PRESIDENTE. Il deputato De Sonnaz ha facoltà di parlare.

DE SONNAZ. Quando a nome del bene dello Stato ci si propone nuova o maggiore spesa da un ministro, si va a rilento nel dire o votare di no, si tace fin pur per non, con intempestiva pubblicità, dar nocimento al credito della nazione; ma, quando oltre quel non poco chiesto, la rappresentanza nazionale si fa per qualunque fondatissimo motivo, anche appoggiato ad un vero bisogno, a proporre essa un aumento d'uscita all'erario, a favore d'una località, allora credo che il tutto di detta rappresentanza, prima di assecondar la parte petente, è in obbligo di minutamente esaminare se si può. Per questo mi si vide tacito, però non con intenzione di acconsentire, ma solo di dir niente, assistere a varie votazioni di leggi seco traenti spese cospicue; ed ora nanti una spesa di 7000 lire credomi in obbligo verso i miei committenti di chiedere la parola: 1° per appoggiare in un punto per conoscenze personali la proposta dell'onorevole Beolchi; in dir cioè che una scuola della natura di quelle che s'intende creare sita in Cagliari a 200 e più chilometri da Sassari per un paese che nella stagione degli intemperii, che dura 5 o 6 mesi dell'anno, non si può percorrere se non con costosissimi mezzi, senza pericolo della vita o di ben spesso insanabili infermità, non può giovare per nulla alla popolazione di quest'ultima città e dintorni e viceversa; che porre la scuola maschile da una parte e la femminile dall'altra, non rimedierebbe al male. Dunque per mantener l'eguaglianza vi vanno due scuole di più e così 7000 lire.

In secondo luogo chiesi di parlare per proporre che prima che si presentino nuove leggi traenti seco spese, sia domandato all'onorevole ministro delle finanze uno stato almeno approssimativo della produzione totale di quanto frutta nell'intero regno, onde regolare sull'avere, il dare ed il dovere; ed intanto non voto per ora l'articolo primo.

PRESIDENTE. Farò presente alla Camera che, oltre ai tre emendamenti che ho letto al principio della discussione, e che furono distribuiti stampati ai singoli

deputati, vi è quello dell'onorevole Despina, il quale consiste nel surrogare alle parole: « sono istituite » queste altre: « potranno essere istituite. »

Ora giunge un altro emendamento in surrogazione dell'intero articolo primo, presentato dai deputati Michelini Giambattista e Marco; esso è così concepito:

« Sono istituite sei scuole magistrali maschili e sei femminili ripartite nelle varie provincie dello Stato. »

Darò la parola al deputato Michelini per spiegare questo emendamento, il quale di sua natura avrebbe la precedenza.

MICHELINI G. B. Cedo la parola al deputato Marco.

MARCO. Signori, io spero che l'emendamento presentato da me e dall'onorevole Michelini concilierà l'intendimento delle varie proposte, cioè di quella dell'onorevole Beolchi e di quella dell'onorevole Valerio. Io sono persuaso che, quando questi due proponenti ne avranno udite le ragioni, si persuaderanno dell'opportunità del nostro emendamento, ed adottandolo, otterranno lo scopo che si sono prefissi.

Prima d'ogni cosa la legge vuol essere fatta in modo chiaro e preciso, affinché la sua volontà sia bene intesa da tutti. Epperò bisogna evitare tutte quelle espressioni le quali, importando qualche dubbiezza, ingenerano eziandio difficoltà nell'esecuzione.

Io propongo per conseguenza che siano soppresse le parole: *la Savoia, la Liguria, la Sardegna*, perchè oggidì non hanno più, amministrativamente, politicamente e legislativamente alcun significato loro proprio; ma ne hanno solo uno storico e geografico.

Dal momento che l'isola della Sardegna non fa più da sé un tutto a parte, solo politicamente vincolato al rimanente dello Stato, ma è accomunata in tutto al continente, non ha più un significato particolare come prima del 1848; quindi nella legge non può più essere adoperata come espressione di circoscrizione di territorio determinata da leggi, come le divisioni e le provincie; la Liguria si trova nel caso identico della Sardegna; lo stesso si dica della Savoia.

In secondo luogo credo che sia conveniente che il legislatore vada a rilento nell'imporre nuovi vincoli, i quali tocchino indirettamente le facoltà del potere esecutivo.

La legge, stabilendo il principio che sono istituite sei scuole magistrali maschili e sei femminili, ha detto quanto doveva e poteva dire. Spetta poi al potere esecutivo di studiare i modi di eseguire il precetto che ha ricevuto dalla legge. Per eseguire quel precetto, che cosa deve fare il potere esecutivo? Deve studiare le varie località dello Stato, conoscere il grado di coltura delle varie provincie, a fine di collocare le scuole normali in quelle le quali più di ogni altra richiedono la presenza di esse scuole.

Ora io domando: il potere legislativo ha egli tutti gli elementi, tutti i dati necessari per fissare sin d'ora certe circoscrizioni territoriali, ed imporre al Ministero l'obbligo di istituire una scuola normale in quella data circoscrizione? Io dico che nello stato presente

delle cose i legislatori non possono avere queste cognizioni.

Dal momento adunque che i legislatori non hanno i dati sufficienti per imporre questo vincolo, dal momento che il solo potere esecutivo è dotato di quelle cognizioni che sono necessarie per avere un criterio esatto, secondo il quale stabilire nelle varie località scuole normali, io credo che il potere legislativo debba imporre a se stesso l'obbligo di non stabilire vincoli di questa fatta, quando da questi vincoli invece di un bene ne sorge un inconveniente.

L'onorevole Valerio col suo emendamento desidererebbe che queste scuole invece di essere fisse, e per così dire impietrate in certe località, siano dotate di una certa mobilità; ed io concorro pienamente nel suo avviso. Per conseguenza credo che qualora la compilazione dell'articolo dall'onorevole Michelini e da me proposta sia tale che corrisponda all'intendimento dell'onorevole Valerio, anch'egli l'accetterà di buon grado.

Io credo pertanto essermi facile il provare che questo scopo si raggiunge facilmente.

La legge, nello stabilire genericamente che saranno istituite sei scuole normali femminili e sei maschili, lascia in facoltà al potere esecutivo non solo di stabilirle per la prima volta in quelle date località che crederà più convenienti, ma gli lascia eziandio la facoltà, qualora lo scopo che si è proposto sia raggiunto, di traslocare queste stesse scuole in altre località, le quali richiedano la presenza delle medesime per diffondere quelle cognizioni e quei lumi che sono necessari per incivilire il paese.

L'onorevole Beolchi propone che la Sardegna sia dotata di due scuole magistrali. Ma con un cosiffatto emendamento egli impone un peso maggiore alla finanza.

Io credo che qualora si possa raggiungere questo suo scopo senza imporre un nuovo peso sia molto meglio; ora, secondo me, è evidente che il ministro della pubblica istruzione, amico com'è della diffusione dei lumi e dell'incivilimento della popolazione, penserà seriamente a dotare la Sardegna di quel numero d'istituti che sarà corrispondente ai bisogni urgenti di quell'isola.

Ma, mi si potrebbe dire: il Ministero ha troppo ampia facoltà nell'esecuzione di questa legge, e se si arbitrassero di stabilire due istituti in Sardegna, e il rimanente nelle altre parti dello Stato, potrebbe incorrere nella critica di coloro i quali, appartenendo a queste altre parti dello Stato, crederebbero troppo parzialmente trattata la Sardegna. Ma io credo che il signor ministro non potrà incorrere in questo biasimo stante che è a conoscenza di tutti voi che la Sardegna pur troppo si trova per certe circostanze sue speciali in condizione assai inferiore a quella nella quale si trova il rimanente dello Stato.

Data questa circostanza, ne viene per conseguenza che, per favorire vieppiù la diffusione dei lumi i quali porteranno a loro tempo la civiltà in quell'isola, il ministro, spinto da questo sentimento, farà sì che la Sar-

degna verrà dotata, serbata la proporzione, di un numero maggiore degli stessi istituti. Ora l'articolo primo, come sarebbe proposto dall'onorevole Michelini e da me, non impedisce che questo concetto abbia la sua esecuzione; dunque è meglio che si lasci in facoltà del ministro di eseguire la legge secondo i lumi che può raccogliere, e che, secondo il mio avviso, ha già raccolto. È molto meglio, anzichè fissare fin d'ora il numero degli istituti per la Sardegna, e per le altre provincie dello Stato, di lasciare ciò in facoltà del ministro.

Ma qualcuno potrebbe forse ancora dire: voi fate molto assegnamento sulla responsabilità dei ministri; ma in che cosa consiste questa responsabilità? Io rispondo: la responsabilità dei ministri è una responsabilità politica; la responsabilità politica il Ministero l'ha dirimpetto al paese e al Parlamento. Tuttavolta che un ministro fa un atto, gli sguardi del paese sono rivolti sopra di esso, e non solamente gli sguardi degli interessati, ma eziandio quelli di tutti i giornalisti, i quali, rappresentando più o meno le varie gradazioni della pubblica opinione, non sono sempre disposti ad appoggiare gli atti dei ministri e giudicarli benevolmente. Ma non avvi solo questa responsabilità dirimpetto al paese ed ai giornali, un'altra pure ve n'ha qui dinanzi al Parlamento; e qualora un ministro prendesse una determinazione non corrispondente allo scopo imposto dalla legge, il ministro dovrebbe rispondere dei suoi atti dirimpetto al Parlamento, e incorrerebbe in un biasimo, biasimo che qualche volta si traduce nella perdita del portafoglio. (*ilarità*)

Esposte queste brevi ragioni, che io credo più che sufficienti per giustificare la proposta fatta dall'onorevole Michelini e da me, io non credo di dover ulteriormente abusare della pazienza della Camera, e la prego di mettere in considerazione questa proposta, siccome quella che raggiungerebbe ancora un altro scopo, quello di forma.

Questa proposta sarebbe più concisa, più imperativa, e per conseguenza più conforme al linguaggio che deve tenere il legislatore.

PRESIDENTE. Ora che la Camera conosce i cinque emendamenti che sono stati proposti, sarà necessario di stabilire un ordine di precedenza per alcuno di essi, onde abbreviare la discussione.

Io penso che l'emendamento del deputato Despine debba avere la precedenza, in quanto che racchiude una accettazione di sistema, rendendosi con esso facoltativa e non obbligatoria l'istituzione di queste scuole.

Come ho già accennato, questo emendamento consiste nel surrogare alle parole dell'articolo 1: *sono istituite*, le parole: *potranno venire istituite*.

La discussione di questa proposta non incaglia punto la disamina e la votazione degli altri emendamenti. Quindi la discussione rimane aperta sopra l'emendamento Despine, e prego gli oratori che prendono la parola a volersi restringere sopra di esso.

Domando se l'emendamento Despine è appoggiato.
(È appoggiato.)

LANZA, ministro dell'istruzione pubblica e delle finanze. Se io debbo giudicare dello scopo e dell'importanza dell'emendamento proposto dall'onorevole Despigne, dai motivi che egli addusse in suo appoggio, mi pare che esso non debba, nè possa venire acconsentito dalla Camera, giacchè non trovo una ragione intrinseca che egli abbia dato, la quale possa persuadere la Camera ad introdurre questa mutazione nell'articolo primo.

Evidentemente lo scopo del proponente si è quello di esautorare in certo modo l'articolo 1 di questo progetto di legge, col togliere, sino ad un certo punto, ogni responsabilità per parte del Parlamento riguardo a queste scuole normali, lasciando al Ministero che le istituisca, o no, a suo piacimento; inoltre, lasciando aperta la porta a qualche altro Ministero, prossimo o remoto, non solo di poterne sospendere l'esecuzione, ma anche di sopprimere, al caso, queste scuole, senza dover ricorrere al Parlamento.

Ora io trovo che non v'è modo migliore e più conveniente per procedere nella formazione delle leggi, che il Parlamento debba, specialmente allorquando trattasi di cosa tanto importante qual è l'istruzione elementare, decretare che non sia unicamente in facoltà del Ministero che una cosa si faccia o non si faccia.

Per queste considerazioni io non credo che si debba accettare l'emendamento proposto dall'onorevole Despigne.

Se la Camera, come parmi abbia già manifestato nella seduta di ieri respingendo l'ordine del giorno proposto dall'onorevole Crotti, ritiene necessaria questa legge, deve anche nel primo articolo confermare il suo voto, riconoscendo in massima l'importanza delle scuole normali, destinate a formare maestri e maestre per le scuole elementari.

Per conseguenza io respingo assolutamente l'emendamento proposto dall'onorevole Despigne.

PRESIDENTE. Il deputato Despigne ha la parola.

DESPIGNE. Je crois que monsieur le ministre de l'instruction publique n'a pas tenu compte des circonstances que j'ai indiquées. Je n'ai point du tout parlé dans l'intention de diminuer les prérogatives du Parlement, ni d'augmenter les facultés attribuées au Ministère; loin de là, je trouve qu'en général les ministres n'ont que trop de facilité de dépasser leurs attributions ordinaires. Mon intention a été, comme je l'ai dit, de proposer sur l'article 7 la suppression de l'allocation à la charge de l'Etat, et de la laisser à la charge des communes. Je l'ai appuyée précisément sur ce que la loi, telle qu'elle a été proposée par le Ministère, aurait pour résultat de faire porter la charge en grande partie sur les communes rurales qui, comme on l'a démontré hier, et victorieusement, selon moi, n'en profiteront jamais. Comme mon intention était de faire porter cette charge sur les communes où ces écoles sont établies, je voulais en même temps tenir compte des circonstances où les communes n'auraient même pas les moyens de les établir. C'est pour cela que j'ai demandé qu'on en fit une fa-

culté et non une obligation. Alors les communes qui se trouveront dans la position de pouvoir les établir, s'adresseront au pouvoir exécutif, et pourront même le faire avec l'intervention du Conseil provincial, si elles veulent obtenir les subsides des provinces et des divisions; mais il n'en sera pas moins vrai qu'elles conserveront cette faculté, proportionnée aux moyens dont elles pourront disposer.

Mon amendement n'a point d'autre but que celui-là, et j'insiste à le maintenir.

PRESIDENTE. Il deputato Despigne propone che alle parole: *sono istituite sei scuole*, ecc., con cui comincia l'articolo 1, vengano surrogate queste altre: *potranno venir istituite*, ecc.

MAZZA. Domando la parola.

PRESIDENTE. Ha facoltà di parlare.

MAZZA. Farò solamente notare al deputato Despigne che, stando alla sua proposta di addossare queste spese ai comuni, bisognerebbe, non più che si dicesse: *sono istituite sei scuole normali*, o *possono essere istituite sei scuole normali*, secondo che egli proponeva, ma che in generale si dicesse: *sono istituite scuole normali*; imperciocchè, quando non si tratta più che di dar la facoltà ai comuni, questa deve lasciarsi indefinita.

D'altra parte, noterò ancora, nel merito della proposta Despigne, che c'è un articolo della legge stessa, il quale fa facoltà alle provincie, che hanno bisogno di queste scuole normali, di stabilirne quanto loro piaccia. Ondechè ciò che qui propone l'onorevole Despigne sarebbe già ordinato da quell'articolo susseguente. Come che sia, quanto a questo, io credo che, lasciando intatta per ora la questione sollevata dall'onorevole Despigne circa il vedere se la spesa di queste scuole normali debba farsi dallo Stato o dai comuni, e, nel caso che debbano sobbarcarvisi i comuni, circa il più od il meno che vi debbano contribuire, si possa intanto promuovere la votazione sopra il primo articolo. L'emendamento dell'onorevole Despigne verrebbe proposto all'articolo 7, e si deciderà allora se la spesa per queste sei scuole normali da istituire debba cadere sopra lo Stato o sopra i comuni.

DESPIGNE. Je n'ai aucune difficulté de m'associer à la proposition de l'honorable préopinant, et de supprimer le mot: *sei*, en mettant: *potranno venir istituite scuole normali*, ecc. J'appuie même l'amendement dans ce sens.

Je ne crois pas d'ailleurs, comme l'a pensé l'honorable préopinant, que la faculté laissée au ministre d'ouvrir d'autres écoles normales remplace l'article premier, parce que l'article 14 ne se rapporte qu'aux écoles provinciales normales, telles qu'elles existent aujourd'hui. Je ne pense donc pas qu'il y ait rapport entre les écoles citées et celles dont il s'agit.

PRESIDENTE. Ora sarebbe primo iscritto l'onorevole Mellana. Intende egli parlare su questo emendamento?

MELLANA. No.

PRESIDENTE. Darò dunque la parola al deputato Buffa.

BUFFA. Non dirò che due parole in risposta all'onorevole Despine.

A parer mio il suo emendamento ha evidentemente per iscopo di annullare la legge. Accettato, varrebbe lo stesso che distruggere oggi il voto col quale ieri la Camera dichiarava di voler passare alla discussione degli articoli. Infatti che bisogno v'è di fare una legge per dire che le provincie hanno la facoltà d'istituire scuole normali? Ma questa facoltà già esiste senza fare una nuova legge che lo dichiari. Questa legge adunque in effetto riuscirebbe nulla.

Basta, io credo, questa considerazione per far conoscere alla Camera che l'emendamento dell'onorevole Despine verrebbe per indiretto a far dare dalla Camera un voto contrario al suo voto di ieri, e che è in sostanza molto più grave di quel che dimostrino le sue modeste apparenze.

PRESIDENTE. Pongo ai voti l'emendamento dell'onorevole Despine, il quale consiste nel surrogare alle parole della legge: « Sono istituite sei scuole normali, » queste altre: « Potranno venire istituite scuole normali. »

(È rigettato.)

Secondo l'ordine logico viene ora l'emendamento dei deputati Marco e Michelini, il cui sistema tenderebbe ad escludere altri emendamenti.

All'articolo primo del progetto essi surrogerebbero il seguente:

« Sono istituite sei scuole magistrali maschili, e sei femminili, ripartite nelle varie provincie dello Stato. »

Faccio presente che, essendovi poi l'emendamento del deputato Beolchi, il quale porterebbe il numero di queste scuole a sette, rimarrebbe riservata la discussione sulla determinazione del numero.

La parola spetta al deputato Valerio.

VALERIO. Annunziava ieri che sopra questo articolo avrei proposto due emendamenti: in uno di questi l'onorevole Michelini mi ha preceduto. Anch'io desidero che sia in questa legge conservato a queste scuole il titolo di magistrali; il bilancio, i regolamenti, la legge che ci fu presentata l'anno scorso danno loro questa denominazione, e non è di poco danno il mutare senza necessità nel linguaggio legislativo quelle locuzioni già universalmente accettate, già entrate nella coscienza del paese.

Ciò detto brevemente, ed associandomi in questa parte alle osservazioni fatte dagli onorevoli proponenti, passo a svolgere il mio emendamento nelle relazioni che può avere con quello da essi presentato. In questa circostanza dirò anche qualche parola relativamente all'emendamento stato proposto dall'onorevole Beolchi, poichè è manifesto l'intendimento degli onorevoli proponenti essere quello di sostituire il loro emendamento al mio e a quello del mio amico, l'onorevole Beolchi.

L'onorevole Marco dice che la Sardegna, essendo composta di più provincie e non formando un tutto a parte, non deve essere contemplata in modo speciale nella legge.

Questo può essere vero teoricamente, se si vuole; ma

in pratica chi negherà che la Sardegna sia divisa da noi intieramente dal mare, che abbia una storia diversa, costumi diversi, diverso grado di civiltà, bisogni diversi? E perchè noi non provvederemo a questi diversi bisogni, perchè non terremo conto (per stare ad un linguaggio puramente formalista, puramente burocratico) delle grandi verità geografiche, della volontà di Dio segnata coi mari e coi monti? Al di sopra di questa verità, che io chiamo d'ordine burocratico, stanno verità di un ordine ben più alto, a cui debbono ben por mente i legislatori.

Ciò essendo, per quanta fiducia possano avere i proponenti nel Ministero, quando nella coscienza della Camera sta scritto che la Sardegna ha dei bisogni particolari relativamente all'istruzione primaria, essa vi deve provvedere senza che per mano di alcun potere questa sua volontà possa mai essere cancellata.

Gli onorevoli preopinanti possono aver grande fiducia nel ministro che propose questa legge; ma chi li assicura che questo ministro o questo Ministero durerà? Chi li assicura che, venendo un altro ministro, non interpreterà questa legge diversamente?

Mi si parla di responsabilità. Ma di che natura è dessa? Mi si dice essere politica. Ma qual obbligo ha il Ministero, dopo un voto che non manifesta apertamente il desiderio di dare alla Sardegna quella parte che gli è dovuta, per cui egli debba più credere ad uno che ad altro deputato? Egli deve guardare la legge come è scritta, e se nella legge scritta non vi è l'obbligo di dare alla Sardegna due scuole magistrali, egli è evidente che nessuna responsabilità al mondo potrebbe venire a colpirlo.

Se questo poi è vero per l'attuale ministro, a più forte ragione lo sarà per un altro ministro; laonde il voto dei rappresentanti della nazione potrebbe venire facilmente frustrato, senza che un ministro qualsiasi possa essere chiamato in colpa.

Se le discussioni che precedono la votazione delle leggi dovessero condurre sempre i signori ministri alla applicazione delle leggi, essi dovrebbero non applicarne una legge, ma dieci, ed anche venti, e qualche volta trenta; perchè si manifestano opinioni da tutte le parti, alcune contrarie, alcune favorevoli ad una proposta, ed egli è evidente che il ministro non deve attenersi che alla legge scritta e concretata col voto del Parlamento.

Dunque io credo che non possa e non debba accettarsi in questa parte l'emendamento degli onorevoli proponenti.

Se è vero che la Camera riconosca essere la Sardegna in condizioni speciali relativamente all'insegnamento primario, ed avere bisogno di più largo sussidio che non le provincie della Savoia, del Piemonte e della Liguria, io credo che questo sussidio debba statuirsi mediante questa legge.

Passo ora a discorrere del mio emendamento.

Gli onorevoli proponenti dicono non esservi nel loro articolo alcun ostacolo a che queste scuole magistrali possano essere trasportate di provincia in provincia.

Ma io non mi contento di ciò; io desidero che sia scritto nella legge, perchè il paese ed il Ministero lo sappiano, che questi trasferimenti possono aver luogo e, secondo me, debbono aver luogo frequentemente.

Io penso che queste scuole magistrali, per essere utili, converrà che siano portate vicino alle classi le quali sole possono accorrervi. Ponete mente anzitutto quale sia la classe di cittadini che fornisce dei giovani per concorso all'insegnamento elementare secondario; la è una classe la quale ha nobili aspirazioni ad una vita più civile, ma le cui condizioni finanziarie sono certamente infime.

Diffatti, come potreste voi pretendere che le classi agiate, dopo aver fatto educare i loro figli a compiere un corso che dura cinque anni, si portino ancora per tre anni in un capoluogo molto distante (perchè noi non avremo di queste scuole al più che una in ogni divisione), a starvi a loro spese per ricevere una patente, la quale in fin dei conti viene a dar loro, che cosa? Uno stipendio di lire 600? Voi capite bene che gli accorrenti a queste scuole non saranno che i figli delle famiglie povere delle città e dei borghi vicinissimi, dove queste scuole si fanno, e i giovani sussidiati; ma credere che dai luoghi un po' lontani accorran giovani per tre anni a frequentare queste scuole, pagando le spese di viaggio, l'alloggio e la pensione, per poi ottenere una patente che per bastone da maresciallo dà loro uno stipendio di 600 lire all'anno, e ciò dopo tre anni di studio; credere una tal cosa, permettete che lo dica francamente, gli è farsi una singolare illusione. Se dunque volete che queste scuole abbiano veramente una pratica utilità, voi dovete trasportarle di qua e di là alla portata di queste classi povere a cui appartengono i giovani i quali possono consacrarsi a quest'insegnamento. Tutto al più io acconsentirei che stesse ferma la seconda classe delle scuole magistrali, la classe superiore, cioè, perchè forse nel luogo dove è posta avrebbe più facilmente i sussidi del maggiore insegnamento, e così forse non si avrebbero a trasportare quegli arredi, quel po' di museo che a tal classe appartengono; ma per le altre due classi io credo di tutta necessità, se volete che siano veramente proficue, che debbano trasportarsi ora in un luogo ora nell'altro; ed io, affinchè questo sia adottato, affinchè queste scuole abbiano veramente un'utilità pratica, domando che non solo questo sia in facoltà del Ministero di farlo, ma che sia posto nella legge, onde e il Ministero sappia che questo può farsi, e lo sappiano le provincie, e lo sappiano i cittadini, e possano, occorrendo, fare le opportune domande.

Permettetemi una parola.

L'articolo che io propongo non è tutto roba mia; l'ho tolto di peso dalla relazione che venne per opera di una dottissima Commissione dettata sul piano di una legge complessiva dell'istruzione elementare, presentato l'anno scorso. E qui mi sia lecito muovere al signor ministro un rimprovero, o, per meglio dire, un'osservazione.

Perchè egli, dopo che il Parlamento per opera di uomini dottissimi, di uomini speciali, di uomini che vi

hanno consacrato una gran parte di un'intera Sessione, ha compilato un progetto di legge, lo ha coordinato, studiato in tutte le sue parti; perchè egli, dico, non tiene poi nessun conto di questi lavori, ne stralcia una parte, un capitolo solo, lo varia nella base principale, e viene a ripresentarlo così diviso, così monco al Parlamento?

Perchè mettere da banda questi lavori che costarono tanta fatica, tanti studi ai nostri onorevoli concittadini? È questo un grave abuso per un metodo adottato dalle nostre Legislature che io non esito punto a proclamare altamente. Se il paese qualche volta si duole per la sterilità dei nostri lavori, ciò viene in gran parte per il pochissimo conto che si tiene dei lavori fatti dalle precedenti Sessioni legislative, dopo lunghi studi.

Io ricordo come un piano di riforma giudiziaria ci fosse presentato nella precedente Sessione, come fosse stato lungamente studiato e si fosse persino fatta su di esso la relazione; ed ecco ora il ministro che ne stralcia una parte, e non la migliore, secondo me, e la presenta, non tenendo più così alcun conto degli studi che furono fatti per compilare quel progetto.

Io potrei citare i lavori che si fecero nella precedente Sessione, e sulla legge della guardia nazionale, e sopra la legge comunale, e molti altri di tal fatta, i quali, terminata la Sessione, furono messi in disparte. Eppure sta nelle mani del signor ministro un mezzo assai ovvio per fare che questi lavori tornino profittevoli al paese, ed è che sul cominciare della Sessione esso presenti questi lavori al Parlamento, chiedendo un voto perchè ne sia tenuto conto. Questo si è fatto qualche volta, e mai, che io mi sappia, il Parlamento ha rifiutato di darci la sua sanzione.

Che cosa succede operando altrimenti? Che gli animi si stancano, che i lavori tornando inutili, i deputati non vi consacrano più nè i loro studi nè quel tempo che occorre per elaborarli, e che talvolta non si adoperi più per questi lavori tutta quella diligenza, tutta quella sollecitudine necessarie perchè le leggi abbiano quel carattere di sapienza, di stabilità e di profondo convincimento che solo possono farle passare nel sangue della nazione. Ciò sia detto per questa legge e per gli studi precedenti.

Intanto io mantengo il mio emendamento, e per parte mia appoggio caldamente l'emendamento proposto dall'onorevole Beolchi, perchè non penso che quello proposto dagli onorevoli Michelini G. B. e Marco possano bastare ai bisogni che dai due nostri emendamenti vennero accennati.

LANZA, ministro dell'istruzione pubblica e delle finanze. Prendo la parola non per rispondere alle diverse osservazioni mosse riguardo agli emendamenti in discussione, ma perchè mi credo in dovere di dire qualche cosa in risposta all'appunto che l'onorevole Valerio volle dirigere al Ministero, a motivo che non sempre tenga conto dei lavori che vennero fatti dalle Commissioni rispettive di una Sessione o anche di una Legislatura precedente.

A me sembra che l'appunto mosso dall'onorevole Va-

lerio non sia per nulla costituzionale. Del che ognuno di voi potrà rendersi capace per poco che riguardi chi ha la responsabilità delle leggi presentate. Domando se sia il Ministero che ha la responsabilità delle leggi che propone e difende, o se sia la Giunta della Camera.

Io domando se sia nell'uso parlamentare che un lavoro il quale venne, comunque siasi fatto, anche lodevolissimamente, da una Giunta appartenente ad una Legislatura passata, io domando, dico, se sia nell'uso parlamentare di ripresentarlo nella susseguente senza sottoporlo di nuovo ad un esame degli uffici e di una nuova Giunta.

Io credo che in nessun paese dove vige un sistema costituzionale si pratichi a questo modo relativamente alle proposte di legge. Se l'onorevole preopinante crede che un progetto elaborato da un'altra Legislatura o da una Giunta speciale debba avere la preferenza su quello presentato da un ministro, esso è in facoltà di usare della propria iniziativa, iniziativa che gli compete per proporlo alla Camera dirimpetto al progetto del Ministero e sostenerlo; la Camera poscia sarà giudice, tra i due progetti, quale debba accettare; ma certamente non può muovere appunto alcuno al ministro, perchè nella sua convinzione crede di dover difendere piuttosto uno che un altro schema di legge.

Mi sembra che è questa l'osservazione fatta dall'onorevole Valerio.

Ma, prescindendo dalle considerazioni costituzionali, non credo che sia più fondato nemmeno il rimprovero mosso dall'onorevole Valerio quanto al merito di questa legge; poichè, se egli avesse confrontato il primitivo progetto presentato dal Ministero sopra questo argomento colle modificazioni introdotte dalla Giunta nella Legislatura precedente, e quindi avesse confrontati entrambi quei progetti con quello che è attualmente sottoposto alla Camera, riconoscerebbe che il Ministero ha tenuto largo conto del lavoro di quella Giunta, come ha pure tenuto conto delle modificazioni introdotte dalle Commissioni nell'ultima Legislatura per gli altri progetti che furono di nuovo presentati alla Camera.

Quindi anche a questo riguardo non credo che il Ministero meriti l'appunto che gli venne mosso dall'onorevole preopinante.

Ora dovrei esprimere il mio avviso relativamente ai diversi emendamenti che furono proposti; ma aspetterò a far ciò quando sia deciso dalla Camera, se voglia attenersi alla redazione presentata dagli onorevoli deputati Michelini e Marco, oppure se voglia di preferenza attenersi alla disposizione di legge proposta nel progetto ministeriale.

PRESIDENTE. Intende l'onorevole Valerio di parlare su questo incidente?

VALERIO. Io intendo limitare la mia risposta al signor ministro su questa questione.

PRESIDENTE. Allora do a lui la parola.

VALERIO. L'onorevole ministro trovò incostituzionale la proposta che io ho fatta. Invece l'esperienza sta per quello che io ho detto; e più d'una volta, nelle Ses-

sioni del 1850 e del 1851, quello che io indicava testè doversi fare pei progetti lungamente elaborati e studiati, fu fatto per leggi minori, e mai, lo ripeto, la Camera negò il suo assenso.

LANZA, ministro dell'istruzione pubblica e delle finanze. Erano Sessioni d'una stessa Legislatura.

VALERIO. No, io parlo di progetti passati da una Legislatura all'altra. Sicuramente il ministro non deve ciò fare di sola sua volontà; ma quando c'è il consenso della Camera questo deve bastare. Forse potrebbe bastare l'opposizione di un individuo solo per impedirlo; ma quando nessuno si oppone è cosa che senza dubbio può farsi e che venne fatta.

Io non nego il diritto assoluto del signor ministro di non farlo, ma questo diritto assoluto va pure temperato con una certa ponderazione; ed è questa che io domando alla coscienza di tutti i nostri colleghi, se, cioè, questa perdita di studi e di lavori non porti nocimento grandissimo alle nostre leggi, e se, quando in una Sessione precedente venne elaborato dalle più distinte specialità della Camera e del paese un progetto di legge, un progetto sulla stessa materia, ripresentato monco, possa chiamare una pari gravità e sincerità di studi. Il signor ministro dice: ma voi potete presentare di vostra iniziativa il progetto elaborato da quella Commissione.

Sì, io lo posso: nè mi dice cosa nuova il signor ministro, ripetendo l'enunciazione di questo diritto che compete a ciascun deputato. Dei diritti che competono ai deputati io sono gelosissimo custode, e più degli altri del diritto d'iniziativa. Ma io non vorrei porlo a rischi troppo frequenti questo diritto, anche perchè l'esperienza delle Sessioni passate mi ha dimostrato quanto raramente le proposte di legge, le quali partano dalla iniziativa dei deputati, quando abbiano una qualche importanza, possano raggiungere lo scopo di essere ammesse fra le nostre leggi. Quali siano i motivi per cui questo accade, ora non giova il dirlo, nè il vorrei, perchè questo mi condurrebbe in discussioni che saprebbero un po' di agro e di amaro; per conseguenza amo meglio di far uso pochissimo di questo diritto d'iniziativa, e raccomando a tutti coloro che amano davvero il sistema rappresentativo ad imitare in ciò il mio esempio.

PRESIDENTE. La parola spetta al signor relatore.

DEMARIA, relatore. Dirò brevi parole intorno alle proposte che vennero fatte dagli onorevoli Michelini e Marco, e dall'onorevole Valerio.

Quanto al togliere dal primo articolo l'indicazione generale delle varie parti del territorio nelle quali sarebbero stabilite le scuole, la Commissione è pienamente d'accordo coll'onorevole Valerio intorno agli inconvenienti che questo produrrebbe. Alle ragioni da lui acconciamente espresse aggiungerò che l'appunto del servirsì d'indicazioni che sono piuttosto storiche anzichè ufficiali ed attuali trova scusa nelle differenze che corrono tra le grandi parti dello Stato, massime per la differenza del linguaggio, e per l'esempio che ce ne pongono diverse nazioni che siamo avvezzi ad imitare; nelle

leggi del Belgio, per esempio, occorre sovente di trovar indicato il Brabante, la Fiandra orientale od occidentale, nel senso in che noi indichiamo la Savoia, la Liguria o la Sardegna.

MICHELINI G. B. Sono provincie.

DEMARIA, relatore. Quando si vogliono fare indicazioni più precise si accennano i distretti di Governo, e non si usano queste locuzioni, direi, storiche. Io credo pertanto che l'usare codeste denominazioni, quando rispondono al bisogno legislativo, non sia da appuntarsi.

Credo parimente che, oltre alle conseguenze non troppo accettabili accennate dal deputato Valerio, come derivanti dal lasciare il signor ministro pienamente arbitro di fare la distribuzione delle scuole normali, vi sarebbe ancora l'inconveniente che, per circostanze indipendenti dalla volontà del Parlamento e di chicchessia, le scuole normali potrebbero riuscire distribuite in modo ingiusto.

La legge attuale dà facoltà al Ministero di attuare dodici scuole normali, sia maschili che femminili, ma di attuarle in tre anni.

Certamente il Ministero, allo stato attuale delle cose, non può attivarle tutte in una volta, ma a misura che i tre anni porgeranno acconcia esperienza e personale adatto a bene fondarle.

Ora non può egli avvenire che, ad un ministro che avrà dotata nel primo anno una parte del paese delle scuole normali, altro succeda, che o meno amico a tali istituti, od a cui sorgano ostacoli superiori alla volontà sua, proceda in modo che non ne siano più dotate le altre parti? Ciò può avvenire.

La Commissione pertanto fu d'avviso che si dovesse indicare nell'articolo la distribuzione delle scuole per modo che la legge ne assicurasse una eguale proporzione alle varie parti del paese; quindi essa non può accettare l'emendamento degli onorevoli Marco e Michelini.

Ma se in questa parte noi siamo d'accordo coll'onorevole Valerio, mi duole che non lo possiamo essere nelle altre due proposte da lui fatte, vale a dire di conservare la denominazione di scuole magistrali, e quella d'introdurre il principio di mobilità nella sede delle medesime.

Innanzitutto osserverò che la denominazione di scuole magistrali, nella nostra legislazione, non è così adottata che vi sia inconveniente a mutarla. Queste scuole furono per parecchi anni chiamate *scuole di metodo*, e sotto questa denominazione noi le troviamo ancora notate nei primi bilanci. Questo nome cessò quando nel 1853 a scuole di quaranta giorni si sostituirono scuole di più mesi, e si volle appunto allora, coll'appellarle magistrali, segnare un'epoca di nuovo progresso nell'ordinamento delle scuole destinate a formare maestri.

Ora ci troviamo in presenza di un sistema il quale alle scuole di dieci mesi, che erano ufficialmente designate sotto il nome di *magistrali*, sostituisce scuole che dureranno il tempo necessario per procurare tali mae-

stri che non ci davano nè le *scuole di metodo*, nè le *magistrali*. Non vi ha dunque inconveniente che adottiamo il nome che venne consacrato in analoghe circostanze dalla legislazione di altri paesi.

Diffatti, e in Prussia e nel Belgio ed in Francia tali scuole non sono dette nè *di metodo* nè *magistrali*, sono dette *scuole normali*.

Le parole dunque *scuole normali* introdotte legislativamente segneranno l'epoca in cui queste scuole consegneranno da noi eziandio quel grado di perfezione che è necessario perchè gli allievi, che da esse escono, riescano ottimi maestri.

Io non credo poi che possa essere vantaggioso a queste scuole il mutarle di sede; non credo sia d'uopo che queste scuole che il Governo stabilisce per creare migliori maestri elementari siano così erranti da portare a ciascheduno degli aspiranti a divenire maestri migliore opportunità di frequentarle.

Per dimostrare che la mobilità di queste scuole non è indispensabile, osserverò che le medesime non saranno le sole che avrà il paese per formare maestri elementari, massime inferiori; attorno alle medesime sorgeranno quasi satelliti altre scuole normali secondarie *accessorie e sussidiarie*, come quelle che io ho ricordate in altra seduta, tanto vantaggiose in Prussia e nel Belgio. Esse si potranno facilmente stabilire presso i maestri d'istruzione elementare superiore che avranno una buona scuola primaria; e potendovi unire l'insegnamento pratico all'insegnamento teorico, queste scuole si moltiplicheranno in guisa che chiunque voglia prepararsi a diventare maestro elementare inferiore, sarà abbastanza vicino al luogo dell'istruzione perchè egli vi si possa preparare a quegli esami che l'articolo 15 fa libero di prendere a chicchessia.

PRESIDENTE. Pregherei il signor relatore di differire queste osservazioni all'epoca che verrà in discussione l'emendamento del deputato Valerio, poichè ora non si tratta che dell'emendamento proposto dai deputati Michelini e Marco.

DEMARIA, relatore. Limitandomi di buon grado alle osservazioni che ho fatte sulle due prime proposte dell'onorevole Valerio, e riservandomi di dire ancora poche parole sulla questione della mobilità o no di queste scuole, mi riassumo dicendo che quanto alla proposta degli onorevoli Marco e Michelini la Commissione non l'accetta; quanto poi alla denominazione di scuole normali crede che essa possa avere molti vantaggi, e non abbia gli inconvenienti accennati dall'onorevole Valerio.

PRESIDENTE. Il deputato Michelini G. B. ha facoltà di parlare.

MICHELINI G. B. Stabilito che si abbiano ad istituire delle scuole magistrali o normali, vedremo come la Camera dovrà denominarle; quanto al determinare i luoghi dove esse abbiano ad essere collocate, non si presentano che due sistemi: o si devono stabilire nella legge le città in cui vogliono aprirsi tali scuole, o lasciare che lo determini il Ministero. Questi due sistemi hanno ciascuno i loro vantaggi e i loro inconvenienti.

Il sistema di stabilire per legge i siti in cui si debbano aprire le scuole ha il vantaggio di non lasciare arbitrio al Ministero, poichè egli sarebbe solamente esecutore delle deliberazioni della Camera.

Ma il sistema d'incaricare il Ministero della scelta dei luoghi ha quello d'adattarsi alle circostanze ed ai bisogni mutabili delle popolazioni, circostanze e bisogni che noi qui ora non possiamo conoscere. È poi chiaro che il primo sistema ha l'inconveniente di non adattarsi alle circostanze ed il secondo dell'arbitrio ministeriale.

Messi dunque a fronte questi vantaggi e questi inconvenienti, scorgendo essere impossibile che la Camera stabilisca i luoghi in cui è più utile al pubblico ed al progresso dell'istruzione elementare, che sono appunto i fini della presente legge, che si stabiliscano le scuole, è facile il vedere doversi afferrare il sistema che noi proponiamo, siccome quello che presenta inconvenienti minori. Diffatti, che il Ministero non usi bene alcune volte dell'arbitrio che gli si dà, è minor male di quello di una legge che potrebbe essere costantemente cattiva.

Ma quando diceva non esservi che due sistemi per la scelta delle città in cui devono collocarsi gli istituti magistrali, io non parlava con bastante esattezza. Imperciocchè, oltre ai due sistemi or ora indicati, avviene uno che sta di mezzo ad essi, ed è quello del progetto ministeriale, al quale molto si avvicina quello della Commissione, cioè di indicare non già le città, ma unicamente le contrade in cui devono stabilirsi gli istituti magistrali. Ma questo sistema, mentre ha l'inconveniente di non adattarsi ai bisogni delle rispettive popolazioni (e ne abbiamo una prova nella stessa discussione che si è fatta sull'emendamento del deputato Beolchi), ha poi l'inconveniente di non vincolare il ministro, lasciando al di lui arbitrio la scelta delle città in cui si abbiano a collocare le scuole. Suppongasi che di questa scelta il ministro voglia servirsi per esercitare influenza sulle elezioni; esso potrebbe farlo tanto in questo ibrido sistema quanto in quello da noi proposto, colla differenza, come abbiamo avvertito, che il nostro sistema meglio si adatta alle mutabili circostanze ed ai bisogni delle popolazioni.

Secondo la nostra proposta non è necessario di nominare la Sardegna, la Liguria e la Savoia. E si ha un bell'adoperare parole sonore, non si giungerà certamente a persuadere che nelle leggi non si deve usare un linguaggio legislativo. La Sardegna, la Liguria, la Savoia, il Piemonte, il Monferrato, ecc. sono nomi storici, non amministrativi o legislativi, giacchè non indicano amministrativamente le parti in cui si divide il nostro Stato. Se, a cagione del mare, determinata è la separazione della Sardegna dal rimanente dello Stato, potrassi dire lo stesso della Liguria la quale denominazione fu in diversi tempi attribuita a diversa estensione di territorio? Novi sarà Liguria o no? Storicamente pare di sì, perchè apparteneva alla repubblica ligure; geograficamente pare di no, perchè trovasi sul versante settentrionale degli Appennini.

Non è stato molto felice l'onorevole relatore nell'al-

legare in sua difesa l'esempio del Belgio, giacchè non avvi nome da lui citato il quale non indichi una delle vaste provincie in cui si divide il regno del Belgio, secondo la legge per l'organizzazione provinciale colà sancita poco tempo fa di lui separazione dall'Olanda, in seguito alla rivoluzione di settembre del 1830.

Piuttosto calzerebbe al caso nostro l'esempio della Francia che, come noi, ha cambiato le denominazioni delle parti onde è composta.

Ora io domando se in una legge che si facesse in Francia potrebbe nominare la Normandia, la Linguadoca, il Delfinato, ecc.

Secondo il nostro sistema dunque spetterebbe al Ministero, preso ad esame il numero probabile degli allievi-maestri della Sardegna, e le altre particolari circostanze dell'isola comparativamente a quelle del continente, il determinare se si abbiano a stabilire uno o due istituti pedagogici nella Sardegna. L'onorevole Beolchi raggiungerebbe il suo intento per le due scuole se queste sono utili; non lo raggiungerebbe se non lo sono. Quindi spero che anch'egli accetterà la nostra proposta.

Del resto, io non posso comprendere come si vogliamo imporre due scuole alla Sardegna, e ciò in modo non temporaneo, ma duraturo, privi come siamo di dati statistici. Così io temo fortemente che il numero degli allievi-maestri di quell'isola non supererà guari quello di coloro che otterranno sussidi dalle provincie. Ora, stando al progetto della Commissione, che io credo preferibile a quello del Ministero, questi sussidi sono ragguagliati in ragione di uno ogni 30 mila abitanti. Dal che si vede che la Sardegna stanzierebbe circa 17 sussidi ed avrebbe 17 allievi-maestri o poco più. Volete dunque stabilire due scuole per un numero così ristretto di scolari?

Un'altra circostanza che renderà molto limitato il numero degli allievi-maestri in Sardegna è la difficoltà che i comuni opporranno a stanziare nei loro bilanci le annue lire 600 per lo stipendio dei maestri elementari. Ma, anche ammesso che queste non siano che conghietture più o meno probabili, io domando agli oppositori se essi possano allegare fatti certi ed inconcussi. No, per certo; anch'essi dovranno contentarsi di conghietture più o meno disputabili. Quindi in questa dubbiezza mi sembra ovvio il conchiudere doversi lasciare al ministro di operare con conoscenza di causa e secondo le particolari circostanze.

Vengo all'emendamento proposto dall'onorevole deputato di Casteggio, il quale per verità è indipendente da quello che è stato proposto dall'onorevole Marco e da me. Diffatti, approvata la dizione del Ministero ovvero la nostra, sempre troverà luogo l'emendamento aggiuntivo dell'onorevole Valerio.

Tuttavia, giacchè se ne è parlato, dirò in poche parole il motivo per cui lo respingo. Egli accenna col suo emendamento alla mobilità delle scuole magistrali. Ma, o l'onorevole proponente vuole che il ministro possa trasportare le scuole di una in altra città, e perciò non è necessaria autorizzazione, bastando che non vi sia

divieto; ovvero vuole che esso vi sia obbligato, e dico che qui occorrono le osservazioni che io faceva in principio del mio dire. Qui vi sono inconvenienti, senza che ne risultino vantaggi. Gli inconvenienti sono che, se è utile al pubblico che le scuole continuino in quella tale città in cui sono stabilite, ed il bisogno degli altri luoghi è minore, non conviene trasportarle. Si crede forse con questa proposta circoscrivere l'arbitrio del ministro? Sarebbe questo un errore. Diffatti s'impone al ministro di trasportare le scuole; ma, finchè non gli si dice dove abbia a trasportarle, non avvi limitazione di arbitrio.

Dunque è chiaro che coll' emendamento di cui si tratta si può far cosa pernicioso alla pubblica istruzione, ed in ogni caso inutile. Spero pertanto che la Camera lo respingerà.

Dirò ancora poche parole sulla denominazione delle scuole. Si sa che le scuole di cui si tratta sono state promiscuamente di *metodo, pedagogiche, magistrali, normali*. È necessario che noi scegliamo quella denominazione che crediamo migliore, ed essa sola adoperiamo. Questo non si fa nel progetto che ora discutiamo. Diffatti nell'articolo 1 sono dette *scuole normali*, nell'articolo 4 si parla d'*insegnamento magistrale*; nell'articolo 12 poi di *corsi magistrali*. Ma si adotti una denominazione e sempre si adoperi la stessa.

DEMARIA, relatore. Se il deputato Michelini G. B. lo permette, farò un'interruzione.

La Commissione ha emendato l'articolo in modo che le parole *corso magistrale* non esistono più.

LANZA, ministro dell'istruzione pubblica e delle finanze. Invece nell'intendimento del Ministero sarebbe di conservare l'una e l'altra denominazione, di chiamarle cioè *scuole normali magistrali*, perchè credo che tale denominazione esprima meglio il concetto di queste scuole.

Siccome vi devono esistere altre scuole, come sono quelle secondo gli ordini esistenti, cioè le scuole magistrali provinciali, così si fa una distinzione tra queste che sarebbero normali e le altre.

Io non vedo che ci sia contraddizione a denominarle normali magistrali, e l'intendimento del ministro si era appunto di conservare entrambe queste denominazioni. Diffatti, se nel primo articolo non si usa la parola *magistrali*, si dice però *scuole normali per gli allievi maestri*, il che torna precisamente lo stesso.

MICHELINI G. B. Io sono già lieto di aver ottenuto l'uniformità di dizione nella legge, e quanto a me proporrei che si dicesse *scuole magistrali*, appunto per la ragione accennata dall'onorevole ministro, che in tal modo non c'è più bisogno di aggiungere *pei maestri*; siccome i maestri elementari sono i soli che siano assoggettati ad essere allievi, così la denominazione di *magistrali* mi sembra la più adatta ad indicare in una parola questo concetto. Diffatti, nell'emendamento proposto dall'onorevole Marco e da me non vi hanno più le parole *pei maestri*, perchè sono rese superflue dalla denominazione di *magistrali* data a queste scuole.

Contro tale proposta dicevasi che attualmente queste scuole si chiamavano *magistrali*, e che ora, per distinguerle, converrebbe nominarle *normali*. A ciò rispondo che la natura delle scuole essendo la stessa, e non variando che nella durata, non veggo perchè si debba cangiare la primitiva denominazione. Del resto non pongo poi grande importanza a tale denominazione, purchè siamo intesi che se ne adoperi una sola per tutta la legge.

BUFFA. Era mia intenzione dare il voto favorevole alla proposta dell'onorevole Beolchi, perchè, oltre le ragioni che furono svolte nella seduta di ieri da parecchi deputati, mi muove anche quest'altra, che la popolazione della Sardegna, essendo sparsa in molti piccoli centri d'abitazione, richiede necessariamente un maggior numero di maestri. La popolazione di Sardegna, la quale se fosse in terraferma sarebbe divisa in 100 borghi o poco più, nella Sardegna è invece disseminata in un numero di borghi molto maggiore, cioè in più di 300; quindi la conseguenza che il numero dei maestri locali debba essere molto maggiore, quindi la necessità di fornire alla Sardegna i mezzi di formarli.

Nè punto mi muove l'obbiezione testè fatta dall'onorevole Michelini, che, a suo avviso, alle scuole della Sardegna non interverranno se non i sussidiati dalle provincie, poichè io credo invece che, oltre a questi, molti altri allievi vi accorreranno. La ragione ne è evidente. L'istruzione elementare è obbligatoria per i comuni; se quest'obbligo non si fece finora osservare con molto rigore nella Sardegna, questo proviene appunto dalla scarsità di maestri; ma, quando vi siano i mezzi di provvederne all'isola un numero sufficiente, il Governo avrà una ragione giustissima per obbligare quei comuni a provvedersi di maestri come la legge prescrive.

Tutti sappiamo non essere possibile far andare dei maestri dalla terraferma in Sardegna. Questa difficoltà esiste specialmente pei maestri elementari, i quali sono sempre poveramente retribuiti; bisogna dunque che la Sardegna li provveda essa a se stessa. Ebbene, io credo che, quando il Governo farà rigorosamente eseguire nella Sardegna la legge che rende obbligatoria l'istruzione elementare, sorgerà in molti l'idea che l'istruzione elementare può offrir loro un mezzo dignitoso di guadagnarsi il pane; gli allievi di queste scuole aumenteranno e diventeranno assai più numerosi di quello che immagina l'onorevole Michelini...

MICHELINI G. B. Domando la parola.

BUFFA. Nondimeno, dopo che è stato proposto l'emendamento dei deputati Marco e Michelini, io prevedo che questo avrà la preferenza, perchè in sè, lo confesso, è più ragionevole. Si lasci al Ministero, nell'applicazione delle leggi, una certa larghezza; essa, a mio credere, è sempre necessaria perchè le leggi siano bene applicate.

Quanto a me, non solo concedo volentieri questa larghezza al Ministero presente composto d'uomini della cui amicizia mi onoro, ma quand'anche su quel banco sedessero coloro che abitano le più alte sommità della

destra, confesso che non negherei loro questa ragionevole larghezza nell'applicare le leggi. Io credo che con ciò si ottiene sempre un'applicazione più esatta e più proficua, perchè accresce la responsabilità morale di quelli che sono chiamati ad applicarle.

VALERIO. Domando la parola.

BUFFA. Ora, nella previsione che l'emendamento dei deputati Marco e Michelini abbia la preferenza ed ottenga favorevole il voto della Camera, mi limiterei a pregare il signor ministro dell'istruzione pubblica di tener conto dei molti argomenti stati addotti da parecchi deputati nella seduta di ieri e da me quest'oggi a favore dell'emendamento dell'onorevole Beolchi, e quando gli fosse concessa facoltà di distribuire le scuole normali nei luoghi che egli credesse più acconci al bene dell'istruzione pubblica, voglia vedere se non sia utile dotare la Sardegna di due di queste scuole. Io non intendo che gliene sia fatto un obbligo, ma lo pregherei di dichiarare che terrà conto di queste considerazioni e procurerà di provvedere a questo bisogno urgentissimo dell'isola.

LANZA, ministro dell'istruzione pubblica e delle finanze. Invitato a spiegare il mio avviso sull'aggiunta proposta dal deputato Beolchi, non esiterò a spiegarlo francamente. E qui mi viene innanzitutto in acconcio di osservare che non è possibile determinare quale debba essere il numero delle scuole normali da stabilirsi per ogni regione dello Stato, senza prima conoscere i rispettivi bisogni dell'istruzione sotto il rapporto della popolazione, del modo in cui è distribuita, del numero degli allievi che frequentano le scuole e di quelli che le potrebbero frequentare, delle facilità di comunicazioni e via discorrendo.

Quindi innanzitutto io sottoporro alla Camera alcuni dati statistici relativi alla Sardegna, per quanto riflette la pubblica istruzione.

La popolazione infantile che frequenta le scuole nell'isola di Sardegna fu nel 1857 (giacchè io ora accenno ai dati più recenti che si sono raccolti dal Ministero) di 10,700, di cui 7878 maschi e 2822 femmine.

Senza dubbio, se noi ragguagliamo questo numero di allievi con quello che sarebbe idoneo a frequentare le scuole elementari, non possiamo fare a meno di riconoscere la scarsezza; e quindi sorge subito il desiderio di cercare il mezzo di accrescere il concorso alle scuole elementari nella Sardegna.

Infatti, calcolando la popolazione di quell'isola a 550,000 o 600 mila abitanti, dovrebbero essere circa 80 mila gli allievi atti a frequentare quelle scuole elementari, ponendo che le frequentassero tutti quelli che si trovano tra l'età di 6 a 12 anni.

Tanto più poi che nella Sardegna l'istruzione privata non è, per così dire, conosciuta. Sono colà rarissime le scuole private; ve ne esiste solamente qualcheduna nelle principali città.

Ma, qualora noi per ora ci dovessimo contentare di veder frequentate le scuole elementari nell'isola di Sardegna nelle stesse proporzioni che lo sono in terraferma,

dovrebbe almeno il numero degli allievi ascendere a 33 mila, invece di 10 mila. Quindi non v'ha nessun dubbio che vi sia necessità di procurare con ogni mezzo di accrescere il numero degli allievi nelle scuole elementari. Ma bisogna ora vedere se, collo stabilire un numero ragguardevole di scuole normali nella Sardegna, si possa ottenere quest'intento.

Prima di tutto bisogna conoscere quale sarebbe il personale insegnante che quivi si richiederebbe perchè tutti i comuni e le borgate siano provvisti almeno d'un maestro e d'una maestra. Ora, il numero dei comuni in tutta l'isola è di 371, quello delle borgate di 48, perchè in Sardegna non esistono i comuni così frazionati come in terraferma; in tutto vi sono dunque 419 centri di popolazione; per conseguenza si richiederebbero circa 840 maestri e maestre, onde provvedere al personale insegnante nelle scuole elementari sì femminili che maschili in tutta l'isola di Sardegna.

Attualmente abbiamo 349 scuole maschili sia superiori che inferiori, cioè 15 superiori e 334 inferiori: in tutto, come dissi, 349; questo pei comuni; ne abbiamo 4 nelle borgate, quindi in totale 353. Poi vi esistono 60 scuole femminili inferiori nei comuni, ed una nelle borgate: in tutto 61. Conseguentemente abbiamo in Sardegna in totale 414 scuole, e rimarrebbero colà ancora sprovvisti di scuole maschili 72 comuni, di femminili 321.

Fra le borgate poi ve ne sarebbero 44 senza scuole maschili e 47 senza scuole femminili: in tutto vi mancherebbero ancora 484 scuole per poter avere in ogni centro di popolazione un maestro ed una maestra.

Ora io domando, se per provvedere questo personale insegnante per l'isola di Sardegna sia necessario di stabilire due scuole normali maschili e due femminili. È evidente che queste scuole non sarebbero frequentate da un numero sufficiente di allievi, perchè non vi sarebbe veramente luogo per collocare tutti gli allievi, i quali per avventura frequentassero queste scuole.

Quando dalle scuole normali in Sardegna ogni anno uscissero 40 o 50 maestri o 40 o 50 maestre, si provvederebbe già più che sufficientemente al bisogno del personale insegnante nell'isola.

Ora io sono convinto che una scuola normale maschile ed una scuola normale femminile siano più che sufficienti per somministrare questo numero d'insegnanti: e se si volesse stabilire un maggior numero di scuole normali, vi sarebbe non solo pericolo, ma non esiterei a dire anche la certezza che alcuna di queste scuole normali o non avrebbe allievi, o ne conterebbe un numero scarsissimo, per modo da non produrre un vantaggio proporzionato alla spesa che si richiede per istabilire queste scuole. Ma, o signori, un'altra osservazione importante è pur da farsi per la Sardegna, ed è questa: che siccome nelle scuole normali si richiede un corso di due anni per prendere la patente del grado inferiore, e di tre anni per presentarsi all'esame per le scuole superiori, così questa circostanza renderà per l'isola difficile un numeroso concorso a queste scuole, ed invece sarà di

mestieri per qualche tempo di stabilire ora nell'uno, ora nell'altro capoluogo di quelle provincie un corso magistrale annuale come sono ora ordinati, di servirsi cioè largamente della facoltà lasciata al Ministero con l'articolo 14 del progetto.

Ed in questo modo si potrà assai più facilmente avere il numero necessario di maestri per l'isola, perchè, richiedendosi minor tempo onde potersi abilitare, e portando l'istruzione in quei capoluoghi che ne hanno più bisogno, si troveranno più facilmente allievi maestri.

In conseguenza dichiaro che nell'interesse reale dell'isola, non che dell'istruzione per ciò che concerne quella parte degnissima di riguardo dello Stato nostro, nei primi anni almeno e forse anche per l'avvenire non sarà necessario di più di una scuola normale maschile ed una normale femminile, le quali si potrebbero stabilire, per esempio, una a Cagliari, l'altra a Sassari, una per capo dell'isola.

Quantunque anch'io colla Commissione riconosca che non sarebbe vantaggioso di rendere nomadi queste scuole, trasportandole di frequente, nullameno io sono d'avviso che, trattandosi unicamente di traslocare una scuola femminile là dove prima vi era una scuola maschile o viceversa, si potrebbe fare senza inconvenienti. Per conseguenza, venendo alla Sardegna, si potrebbe benissimo ogni uno o due trienni trasportare la scuola maschile da un capo all'altro e viceversa per la scuola femminile, agevolando così ai due capi dell'isola i mezzi di poter frequentare queste scuole e di procacciarsi un numero sufficiente sì di maestri che di maestre.

Mi pare che, dopo aver presentato alla Camera queste nozioni statistiche, non si possa più recare in dubbio che una scuola sola maschile normale e una scuola sola femminile normale siano sufficienti per l'isola di Sardegna, massime se si vorrà por mente che, qualora il numero degli allievi fosse maggiore di quanto si richiede per i bisogni dell'istruzione dell'isola, difficilmente essi potrebbero poi venire in terraferma per collocarsi; epperò si verrebbe a creare un personale affatto superfluo, oppure si verrebbe ad incappare nel pericolo, che io prima accennava, di avere alcuna di queste scuole o senza allievi, o con uno scarso numero di sei.

Diffatti, o signori, se noi ricorriamo ad un altro dato, avremo la stessa conclusione.

Attualmente, come già diceva, esistono in Sardegna in tutto 414 scuole, le quali sono frequentate da 10,700 alunni, cioè in media da 26 alunni ciascuna: supponiamo pure che, invece di 10,000 allievi, fra quattro o cinque anni ve ne siano 20 od anche 30,000, cioè a dire la metà circa del numero totale dei fanciulli atti alle scuole, giusta la proporzione che abbiamo attualmente in terraferma.

Ora, se noi indaghiamo quante scuole si richiedano per istruire 30,000 alunni, calcolando in media 50 allievi per scuola, noi troveremo che con 600 o tutto al più con 700 scuole si provvede all'istruzione di questi 30,000 fanciulli; il che vuol dire che si richiederebbero

600 o 700 maestri tutto al più; ed essendovene già attualmente 400, è manifesto che in cinque o sei anni si può provvedere abbondantemente al bisogno dell'isola con due scuole normali e inoltre con qualche altra scuola magistrale, che verrebbe stabilita in una od in un'altra provincia dell'isola, oltre a Cagliari e Sassari.

Conchiudo adunque dichiarando parermi veramente inopportuno di prescrivere fin d'ora che venga in Sardegna stabilita più di una scuola magistrale.

PRESIDENTE. La parola spetta al deputato Alfieri.

MELLANA. Io aveva domandato la parola.

VALERIO. Anch'io l'avevo domandata.

PRESIDENTE. Faccio osservare alla Camera che, nel discutere l'emendamento degli onorevoli Michelini e Marco, tendente ad escludere i vari emendamenti che sono stati proposti, cioè quello del deputato Beolchi che comprende una variazione nella designazione dei luoghi delle scuole, e l'altro del deputato Valerio...

VALERIO. Non credo che lo escluda.

PRESIDENTE. Voglia permettermi di terminare... e l'altro del deputato Valerio che indica il passaggio delle scuole da una ad altra provincia, è impossibile mantenere siffattamente divise le questioni che non si venga a discutere contemporaneamente gli altri due emendamenti.

VALERIO. Domando la parola sull'ordine della discussione.

PRESIDENTE. Quindi io darò adesso la parola anche all'onorevole Mellana, il quale l'aveva chiesta prima sull'emendamento dell'onorevole Beolchi.

VALERIO. Farò solo notare come abbiano già ammesso gli stessi proponenti che il loro emendamento non escluderebbe di rigore il mio. Per conseguenza io reputerei conveniente per l'utilità della discussione di restringerla all'emendamento Michelini, il quale, quando venisse approvato, escluderebbe quello dell'onorevole Beolchi. Per tal modo sarebbe più semplificata la discussione.

PRESIDENTE. Eppure finora la discussione ha provato il contrario. Tutti gli oratori che hanno parlato fin qui hanno sentita la necessità di discorrere dell'emendamento Valerio, e lo ha provato egli stesso col suo discorso. Quindi ripeto che mi pare impossibile di obbligare gli oratori ad astenersi dal parlare dell'emendamento Valerio in occasione della discussione della proposta dell'onorevole Michelini. Adunque, nell'intendimento che non si faccia due volte la discussione degli emendamenti proposti dall'onorevole Valerio e dall'onorevole Beolchi, annunzio alla Camera che, se essa lo consente, i dibattimenti si aggireranno su tutti e tre questi emendamenti, i quali verrebbero poi successivamente posti ai voti, cioè prima quello dell'onorevole Michelini e poi successivamente gli altri due.

Ora do la parola all'onorevole Mellana, che era iscritto prima d'ogni altro.

MELLANA. Io invero aveva domandata la parola sull'emendamento Beolchi. Stando al metodo di discussione proposto dal signor presidente, io aveva dichiarato di

attendere a parlare quando quell'emendamento venisse integro in discussione. Ma dopo le spiegazioni date sulla proposta Michelini e Marco, dalle quali apertamente si fa manifesto che il loro pensiero è quello di eludere, senza discutere, la proposta Beolchi; dopo le osservazioni fatte dall'onorevole Buffa, il quale voleva fare decidere indirettamente la questione, domandando cioè al Ministero che applicasse la proposta Beolchi quando gli fosse data piena balia dalla Camera, e dopo la dichiarazione fatta dal signor ministro che, ove dovesse applicare questa legge, respingerebbe la proposta Beolchi, pare anche a me che debba andare di pari passo la discussione dell'emendamento Marco e Michelini e dell'emendamento Beolchi.

Io divido pienamente l'opinione dell'onorevole Beolchi che la condizione eccezionale nella quale si trova l'isola in merito all'istruzione primaria deve essere presa in considerazione dal Parlamento, e che a quello stato di cose si deve portare pronto ed efficace rimedio; ma opino che il mezzo propostoci sia poco adatto per raggiungere lo scopo prefisso.

Io penso che per migliorare e sviluppare l'istruzione primaria nella Sardegna si debbono adottare altri mezzi ben più efficaci e sicuri, senza che questi portino maggiore dispendio di quello che ne verrebbe dall'adozione della proposta Beolchi.

L'onorevole Beolchi vorrebbe che fossero assegnate quattro scuole magistrali, due femminili e due maschili, alla Sardegna, in luogo di due portate nello schema di legge che stiamo discutendo. Vediamo quale sarebbe la spesa di queste due scuole in più reclamate a favore dell'isola.

Mi affretto a dichiarare che, quando si parla di aggravi pecuniari, io non distinguo da spese nazionali, le provinciali e comunali: sono gli stessi contribuenti che pagano sotto diverse denominazioni; quindi credo che non sia il migliore sistema quello di voler far credere che una spesa sia minore quando una parte di essa è sopportata dalle provincie o dai comuni: fatta questa osservazione, vengo ai calcoli.

La spesa pel personale di una di queste scuole normali da instituirsi è valutata in lire 7000 da sopportarsi dallo Stato; la spesa dei locali, degli inservienti, del fuoco, del mobilio od altri accessori, è posta a carico del comune nel quale si aprissero dette scuole; quindi la spesa totale di una di queste scuole sarà di lire 10,000, e così la spesa totale, per le due scuole proposte, sarebbe di lire 20,000. Vediamo se questo denaro non potrebbe essere speso in modo più utile per la istruzione primaria nella Sardegna, che tanto, al dire degli statisti, ne difetta.

Ma mi si potrebbe dire: a che andare in cerca di altri mezzi quando sono i maestri che ci abbisognano? Mi affretto a rispondere a questa obiezione. Innanzitutto è ancora dubbio se per creare dei maestri sia un mezzo più efficace quello di aprire scuole normali governative, o quello di aprire una più sicura e proficua carriera a coloro che intendono dedicarsi all'ufficio di insegnare.

Io, senza disapprovare il primo di questi mezzi, trovo assai più efficace e sicuro il secondo. Niuna carriera bene retribuita difettò mai di molti e buoni aspiranti. Datemi il fine; al mezzo provvede sempre la solerzia degli individui.

Io credo poi che le due scuole proposte dal Governo siano più che sufficienti a provvedere alla Sardegna i maestri dei quali sente difetto. E di ciò mi sono fatto vieppiù persuaso dietro i dati statistici testè presentati dall'onorevole ministro. Perchè ogni comune ed ogni borgata dell'isola possa avere una scuola maschile ed una femminile, abbisognano ancora 400 insegnanti a quella parte cospicua dello Stato. A questa deficienza di maestri si dovrà provvedere gradatamente, come pur troppo a gradi a gradi si potrà ottenere che tutti i comuni e le borgate dell'isola si pongano in istato di avere le due scuole. Con due scuole normali dopo due anni devesi per lo meno calcolare che verranno ogni anno patentati sessanta e più istitutori; ed io sarei lieto che ogni anno si segnasse un progresso aprendo sessanta scuole di più nella Sardegna.

Mi giova di fare avvertire che io intendo che ciascheduna di queste scuole normali debba essere frequentata almeno da quaranta alunni; giacchè, se il numero fosse inferiore, non vi sarebbe ragione per mantenere la scuola. Infatti, supponete che la scuola che, come abbiamo detto, costa lire 10,000, non servisse che a venticinque scolari, ne verrebbe che l'insegnamento dato costerebbe 400 lire per ogni alunno: in tale ipotesi niuno v'ha che non vegga come sarebbe più utile sopprimere la scuola, e dare lire 400 agli scolari perchè si recassero ad un'altra delle scuole aperte: persistere a voler continuare quella scuola, sarebbe violare i più elementari principii economici.

Nè vale la ragione di portare la scuola più vicina a coloro che vogliono fruire dell'insegnamento. In luogo di due scuole normali nell'isola, istituitene anche sei, voi non avrete mai che sei punti o sei comuni sopra 800 che possono direttamente e senza spesa fruirne. Tutti gli altri dovranno portarsi sul luogo e stabilirvisi. Ora a questi sarà sempre più utile l'ottenere un sussidio di 400 o 300 lire annue, e portarsi in luogo più lontano. E qui farò notare di passaggio ciò che fu già avvertito dall'onorevole Michelini, che cioè i sussidi di lire 250 in conformità di questa legge essendo a ripartirsi uno per ogni 30,000 abitanti, la Sardegna non potrà averne che sedici; e così se voi apriste quattro scuole normali, non vi sarebbero che quattro sussidiati per ogni scuola. Credete voi che l'isola potrà somministrare molti giovani che senza sussidio possano trasportarsi per tre anni a totali loro spese in un altro comune per patentarsi? A mio avviso è molto meglio che in Sardegna vi sieno due scuole numerose di 40 alunni caduna e sussidiati, che avere 4 scuole di 20 alunni caduna e non soccorsi.

Nè varrebbe l'osservarmi che per lo addietro nelle scuole magistrali aperte dalle provincie il numero di quelle scuole era maggiore di quelle che si vorrebbero

ora creare e che non si guardava molto al numero degli accorrenti. A mio avviso non si può stabilire un confronto fra quelle scuole provinciali e quelle che si vorrebbero ora stabilire. Quelle scuole provinciali, oltre a giovare a formare dei maestri, esse in altro modo grandemente erano giovevoli, massime quelle femminili. Quelle scuole erano per la comodità di averle sul luogo frequentate anche da chi non aspirasse alla carriera dell'insegnante. Io desidererei che quelle scuole fossero maggiormente frequentate, giacchè l'istruzione sarà solamente generale quando ogni madre potrà essa stessa dare la prima istruzione alla propria prole. Invece le scuole normali che si vogliono creare non gioveranno che a coloro che vogliono darsi alla carriera dell'insegnamento: non gioveranno che a formare un buon semenzajo d'istitutori. Ottimo e santo è lo scopo. Ma badate di non darvi un troppo imprevedente sviluppo. Fate camminare di pari passo la creazione di questo personale coi mezzi di poterlo poi occupare. Quando queste due cose non camminassero di pari passo, voi creereste un male sociale che forse dovremmo un giorno rimpiangere. (*Sensazione*)

Sarebbe un male spingere di troppo la gioventù su questa carriera; noi la toglieremmo forse ad un lavoro materiale, atto ad onoratamente sostentarla, per ispingerla ad un altro più elevato e che deve far forza sulla loro immaginazione, ma che sarebbe per essa fatale, ove in avvenire non vi fossero mezzi per impiegarla ed adeguatamente retribuirla.

Infatti, per quanto a me consta, tutte le volte che si ha nei giornali un annuncio che vi è una scuola aperta che ha una retribuzione, se non elevata, mediocre, io vedo che non mancano mai gli accorrenti. Ora dunque non è veramente il personale che manca, è la retribuzione a questo personale, ed io credo che per giovare all'istruzione sia meglio provvedere a questa seconda parte anzichè all'altra, inquantochè indirettamente voi provvedete alla prima. Infatti, o signori, se noi potessimo con una legge provvedere che gli stipendi fossero non minori di lire 1000, credetemi che, senza fare delle scuole normali o magistrali, l'industria privata saprebbe creare un personale assai più numeroso di quello che avremo con questa legge. Per me è un problema non ancora risolto, se cioè debba giovare di più alla istruzione primaria questa legge che costerà lire 200,000, compresi i sussidi ai contribuenti, o se non sarebbe stato più utile ripartire detta somma in mille sussidi da lire 200 caduno da darsi ai mille comuni più bisognosi dello Stato, onde porli in grado di aprire e meglio retribuire le loro scuole. Ciò sia detto di passaggio sul merito dell'intera legge.

Passando più specialmente a parlare della Sardegna, dopo avere, come spero, provato come il mezzo suggerito dall'onorevole Beolchi sia insufficiente e poco adatto a provvedere ai mali lamentati nella Sardegna in merito alla istruzione primaria, passerò ad additare quegli altri mezzi che reputo più utili a raggiungere lo scopo senza aggravare maggiormente i contribuenti.

Abbiamo veduto come le due scuole che proporrebbe l'onorevole Beolchi costerebbero lire 20,000. Ora io dico: o voi credete che sia necessario, quello però che io non credo, spingere la creazione di un personale insegnante, allora convertite le lire 20,000 in 50 borse da lire 400 caduna da darsi in sussidio ai giovani che da lontani comuni chiamerete alla sede delle due scuole che devonsi stabilire; o voi credete che i mezzi stabiliti in questa legge, cioè dei sussidi delle provincie e delle due scuole a crearsi, siano sufficienti a dotare gradatamente l'isola di un corpo insegnante, allora, e questo sarebbe a mio avviso il mezzo migliore, convertite queste lire 20,000 in cento sussidi da lire duecento caduno da darsi ai cento comuni dell'isola più bisognosi, onde porli in grado di aprire delle scuole.

Ecco il mio concetto: stante i maggiori bisogni dell'isola a fronte delle altre parti dello Stato, io assento coll'onorevole Beolchi un impiego maggiore di lire 20,000 a favore della Sardegna; ma, invece d'impiegare tale somma in creare due nuove scuole magistrali, io la impiegherei nei due modi sopra indicati e preferibilmente in sussidio ai comuni, e credo che i mezzi da me suggeriti siano più efficaci per estendere e migliorare l'istruzione primaria in quella regione.

Queste osservazioni così improvvisate e suggeritemi dalla discussione, non propongo nè desidero sieno improvvisamente accolte dalla Camera; parmi però che sieno di tale gravità per domandare e sperare che la Camera voglia sospendere la discussione su questo articolo, e sentire un preavviso della Commissione sull'emendamento Beolchi e sulle osservazioni da me presentate, onde vedere se sia il caso di applicarle, ed in qual modo.

MAZZA P. Domando la parola per l'ordine della discussione.

L'onorevole relatore risponderà quanto alle altre proposte su cui la Camera è chiamata a decidere. Quanto alla proposta Mellana, io stimo che debba esserne trasferita la discussione all'articolo 9, nel quale si tratta appunto dei sussidi. Allora veramente sarà il caso di vedere se, a luogo di spendere quella somma che si tratterebbe di votare, secondo la proposta Beolchi, per istituire due scuole in Sardegna, si debba piuttosto spendere in altrettanti sussidi o borse in favore dell'isola. La proposta Mellana trova, ripeto, il suo luogo naturale alla discussione dell'articolo 9, e per conseguenza prego l'onorevole preopinante a sospendere sino alla discussione di quello la sua proposta.

MELLANA. Riconosco anch'io che sarebbe stata più naturale la mia proposta, ove l'avessi fatta quando venisse in discussione l'articolo 9; ma bisognava che non vi fosse stata la proposta Beolchi. I fondi domandati dall'onorevole Beolchi per due nuove scuole, io li vorrei convertiti in sussidi; se la Camera stabilisse ora l'aumento di due scuole magistrali in quell'isola, secondo la proposta Beolchi, come potrà sussistere la mia proposta, salvochè imponendo un nuovo aggravio alle finanze? Egli sarebbe lo stesso come un voler farla respingere indubitabilmente.

Dopo di avere fissata una spesa di lire 20,000 per istituire queste due scuole magistrali nell'isola, che, a mio avviso, non possono recare un vero beneficio a quel luogo, la Camera non vorrà certamente approvare questo nuovo aggravio.

Se la Commissione vuol rimandare intatta la questione relativa alla proposta Beolchi ed alla mia, allora io non vi dissento; ma che si tratti della mia proposta subordinatamente a quella dell'onorevole Beolchi, mi pare che sia un voler eludere la discussione su questa mia proposta.

DEMARIA, relatore. Io credo che la proposta Mellana potrà venire discussa quando verrà in discussione l'articolo 9, qualunque sia l'esito delle proposte che vennero fatte.

Del resto, l'onorevole Beolchi, nella sua proposta, partiva dalla convinzione che fosse insufficiente una sola scuola per la Sardegna, ed analogo dubbio guidava la Commissione nella sua redazione. Ora risulta dalle indicazioni statistiche e dalle spiegazioni date dal signor ministro che una sola scuola basterebbe per l'isola. Al che gioverà pure l'idea manifestata di alternare le due scuole nei due capi in modo da procurare a ciascuno di essi nel giro di pochi anni opportuno insegnamento per maestri e maestre.

Per ciò il mio onorevole collega Beolchi mi ha dato l'incarico di ritirare il suo emendamento, e la Commissione quello di dichiarare che essa accetta l'articolo 1 quale è proposto dal Ministero.

PRESIDENTE. I deputati Michelini e Marco hanno presentato al banco della Presidenza una nuova redazione della loro proposta. Essa è in questi termini:

« Sono istituite sei scuole normali per gli allievi maestri e sei per le allieve maestre da ripartirsi nelle varie provincie dello Stato. »

Il deputato Beolchi avendo ritirato il suo emendamento, il deputato Valerio dichiara che lo ripiglia lui stesso.

La Commissione propone ora come testo di discussione l'articolo ministeriale.

In conseguenza la discussione resta aperta sull'articolo 1 del progetto ministeriale, sull'emendamento Beolchi ora ripreso dal deputato Valerio, e sulla proposta Michelini G. B. e Marco.

La parola spetta al deputato Alfieri.

ALFIERI. Le osservazioni che io intendevo presentare alla Camera su questo disegno di legge, avrebbero, per dir vero, dovuto prendere luogo nella discussione dell'articolo 9, e sarebbero venute in appoggio alla proposta dell'onorevole Valerio, fatta per emendamento a quell'articolo: senonchè la discussione testè seguita mi ha chiarito che si doveva, in conformità dei principii che verranno messi innanzi con quell'emendamento all'articolo 9, fare una modifica all'articolo 1, nel senso dell'emendamento Michelini G. B. e Marco.

L'onorevole Michelini G. B., nello sviluppare il suo emendamento, espose come si trovasse la Camera ad esaminare se faceva d'uopo limitare in alcun modo la

facoltà del Ministero nello stabilimento di queste scuole sia pel loro numero, sia per la designazione dei siti ove dovevano stabilirsi, ovvero se conveniva lasciargli larghissimo campo di fare a seconda del suo intendimento.

La limitazione della facoltà al Governo in questa materia, secondo che viene contemplata dall'onorevole Michelini G. B., sarebbe venuta per parte della Camera. Io credo che in questo articolo 1 si abbia a considerare eziandio un'altra questione, cioè che la libertà delle provincie, la libertà amministrativa, vi sia interessata.

Mi pare invero singolare che si pensi a limitare la facoltà del Ministero per parte della Camera che stanziava i fondi necessari, e non si pensi da nessuno a patrocinare la causa della libertà delle provincie, quando esse sono chiamate a concorrere nella spesa per lo stabilimento di queste scuole.

Che cosa io veggo qui? Io veggo che il Governo, dietro norme sicuramente savie, ma insomma dietro l'unico suo consiglio, determina le provincie nelle quali conviene stabilire le scuole normali, e viene a dire a queste provincie: io vi istituisco queste scuole normali, voi fate le spese per il loro stabilimento.

Io non combatterò certamente la proposta degli onorevoli Michelini e Marco, perchè mi sembra ragionevole di introdurre nella legge quelle classificazioni, che direi topografiche, di provincie, che non sono quelle stabilite nella distribuzione governativa del nostro paese: ma io vorrei che si consacrasse in questo primo articolo il principio dell'autonomia delle provincie, lasciando in loro facoltà di accettare o non accettare queste scuole normali. Ed il motivo che mi spinge a chiedere che si sancisca questo principio, non è solamente l'amore di un principio assoluto, ma sono le considerazioni di fatto che risultano dall'esame della proposta di legge, dalla relazione e dalle statistiche che ci vennero distribuite intorno all'insegnamento elementare.

Diffatti, o signori, questa istituzione delle scuole normali mi sembra mirare a due scopi: mi pare che si intenda con essa diffondere maggiormente l'istruzione, e molto più che si voglia migliorarla.

Io me ne riferisco volentieri alle asserzioni del Governo, che mi dimostrano essere necessario di migliorare le scuole elementari, e che mi provano che l'istituzione delle scuole normali sia un mezzo atto ad ottenere questi miglioramenti. Ma io non so se il modo col quale si propone di istituire siffatte scuole sia molto atto a diffondere maggiormente l'insegnamento elementare. Io credo, e lo credo stando ai dati statistici che furono presentati alla Camera, che l'insegnamento elementare abbia ricevuto una grande diffusione per mezzo delle scuole magistrali, nel medesimo tempo che riceveva un non lieve miglioramento.

Io son d'avviso che l'istruzione che si dà nelle scuole magistrali sia bastante per la grandissima maggioranza dei comuni dello Stato che sono i meno agiati. Pei comuni più agiati invece che possa venire a proposito la istituzione di scuole superiori d'insegnamento elemen-

tare, di scuole dove l'insegnamento sia perfezionato, come non dubito che abbia ad essere nelle scuole normali che ci vengono proposte; ma se noi veniamo ad imporre alle provincie, le quali hanno già le scuole magistrali, delle scuole normali, io dubito assai che esse siano disposte a dare un nuovo sussidio per soccorrere le scuole normali, e nel tempo stesso mantenere le antiche scuole magistrali.

Io temo che le scuole normali che ci sono proposte vengano in molti casi a fare un concorso nocivo alle magistrali, e dubito assai che le scuole normali nelle condizioni che sono proposte possano diffondere egualmente o maggiormente l'istruzione di quello che facessero le scuole magistrali pel passato.

Perciò io vorrei che le provincie, le quali preferissero mantenere le scuole magistrali anteriori e che non intendono di avere queste scuole normali istituite dal Governo e interamente sotto la sua autorità, non fossero costrette a stabilirle. In ciò io preveggo però una obiezione, che occorre frequente in tutte le questioni che riguardano l'insegnamento: si dice che nel paese non vi è iniziativa, che perciò bisogna che il Governo inizi gli tutte le scuole, altrimenti le provincie non lo faranno.

So pur troppo che non vi è nel paese quello spirito di iniziativa che sarebbe desiderabile; ma se questa si vuole incoraggiare, non altrimenti può farsi che colla libertà. Non si svilupperà mai l'iniziativa delle provincie, dei corpi morali o individui indipendenti dallo Stato, finchè lo Stato verrà ad imporci a suo piacimento istituti, e regole, e norme, e direzione.

Io credo perciò che, se il Governo vuole con queste scuole normali facilitare l'istruzione elementare e creare una vera sorgente di progresso, farà ottima cosa ad istituire quel numero di scuole che la presente legge propone; ma nel tempo stesso deve lasciare alle provincie facoltà piena ed intera di mantenere piuttosto gli stabilimenti che prima avevano quando così loro convenga, e non obbligarle, per introdurre nuovi stabilimenti, a distruggere gli antichi, o quanto meno a menomarne gli utili effetti.

Io opino pertanto che l'emendamento dei deputati Michelini e Marco non possa essere dalla Camera accettato, se con esso non si prescrive pure che il Ministero istituirà le scuole normali ripartite nelle varie provincie dello Stato, le quali *ammetteranno questi stabilimenti*, e se non si dichiara essere le provincie in libertà di accettare o no gli stabilimenti che vorrebbe il Governo colla presente legge loro imporre.

PRESIDENTE. La parola spetta al deputato Michelini.

MICHELINI G. B. Dirò poche parole sulla proposta fatta dall'onorevole deputato di Alba.

Egli vorrebbe sottomettere l'azione del Governo, anzi, direi quasi, l'azione legislativa, cioè l'esecuzione della legge, alla volontà delle provincie. Ciò non mi sembra molto normale, nè molto dignitoso per il Parlamento. Inoltre la questione dell'esistenza delle scuole

normali che intendiamo di creare con questa legge è assolutamente indipendente da quella dei sussidi delle provincie a pro degli allievi maestri, giacchè possono benissimo sussistere tali scuole senza quei sussidi. Vi sono molte altre scuole, ai frequentatori delle quali non si danno sussidi.

Dunque la questione dei sussidi e per conseguenza dell'indipendenza delle provincie rimane intatta, anche votato come è l'articolo 1.

Io invito pertanto l'onorevole deputato di Alba a differire le sue critiche osservazioni quando voteremo l'articolo 9, ed allora io verrò forse in di lui aiuto per difendere l'autonomia delle provincie.

VALERIO. Se io credessi che il sistema proposto dal deputato Mellana potesse venire innestato in questa legge, io lo preferirei di gran lunga a tutti gli altri; ma, quando fosse accolta la proposta Mellana, sarebbe sotterrata la legge, od almeno ne verrebbe cambiato interamente il carattere; si farebbe una legge di sussidio per aprire delle scuole, non più una legge per formare abili maestri.

Egli è ben vero che il discorso intero dell'onorevole preopinante non era favorevole punto all'insieme di questa legge, come mi pare che tendesse a distruggerla il discorso dell'onorevole Alfieri; ma v'è per giunta anche il signor ministro, il quale ha portato un colpo di scure col suo discorso a questo edificio, quando egli è venuto a dimostrare che due scuole in Sardegna produrrebbero un numero sperticato di maestri, e che questi maestri non saprebbero dove collocarsi.

Ma, Dio buono! se al punto in cui ora si trova la Sardegna due scuole magistrali maschili e femminili produrrebbero un numero di maestri eccedente i bisogni di quella popolazione, egli è evidente che la necessità di stabilire queste scuole in terraferma non esiste nè punto nè poco.

Io vorrei osservare al signor ministro che non basta dire: noi abbiamo attualmente tanti maestri, e ce ne manca ancora un dato numero, che le scuole magistrali ci procaccieranno.

Prima di tutto è mestieri vedere quali di questi maestri, che attualmente insegnano, insegnino bene, ed ove noi facciamo, sostituire ai maestri attuali altri più atti a compiere il debito loro; poscia conviene vedere se in tutti questi paesi dove ci sono scuole, una scuola sola sia sufficiente, e se non sarebbe per avventura necessario d'aprirvene due o tre, perchè io non consento col l'onorevole Buffa nel riconoscere che in Sardegna i villaggi siano estremamente sminuzzati; anzi io penso che in quell'isola più che sul continente i borghi siano agglomerati, e che per conseguenza in quei borghi possano benissimo sussistervi due o tre scuole. La ragione della agglomerazione dei borghi nella Sardegna è patente; mancando le strade, mancando la sicurezza pubblica in molte parti dell'isola, è naturale che gli abitanti si agglomerino onde soccorrersi a vicenda; ed è appunto uno fra i più gravi mali che travagliano quell'isola, il non trovarsi in essa le case sparse nelle campagne, il

non esservi quello che i francesi chiamano *hameau*, e che noi potremmo chiamare piccoli borghi, i quali sono la sorgente di grande beneficio alla patria agricoltura.

Io ripeto adunque che, ove fosse vero che una scuola magistrale fosse più che sufficiente per la Sardegna, non vi sarebbe ragione di fare la legge; poichè, bastando una sola scuola magistrale, si potrebbe questa avere per mezzo delle scuole provinciali: è evidente quindi che, non essendovi questa necessità per la Sardegna, cade eziandio questo invocato argomento della necessità per tutte le altre parti dello Stato. Ma io sono d'opinione contraria; io ho per fermo che due scuole maschili e due scuole femminili per quell'isola siano necessarie. Non basta il dire: noi stabiliremo una scuola femminile a Sassari ed una scuola maschile a Cagliari. Come volete che questa povera gente, la quale dopo tre anni di studio dovrà ricevere 600 lire di stipendio, si ponga in grado di percorrere le lunghe distanze dei punti estremi d'una isola dove mancano le strade, e dove povere allieve, a cagion d'esempio, saranno obbligate di venire cavalcando quindici o venti giorni per giungere a queste scuole? (*Si ride*)

E certo! come potranno diversamente viaggiare partendo dai punti estremi dell'isola? Bisognerà bene che vengano cavalcando.

CAVOUE, presidente del Consiglio, ministro degli esteri e dell'interno. Da Sassari a Cagliari no.

VALERIO. Ha ragione; ma da Tempio e da tutti gli altri punti dove mancano le strade? Del resto basta leggere i viaggi del fratello del nostro degno ministro della guerra per convincervi.

CAVOUE, presidente del Consiglio, ministro degli esteri e dell'interno. Le cose d'allora in poi sono molto cangiate.

VALERIO. Parlo della seconda edizione, non della prima.

Il signor ministro diceva: vi provvederemo colle scuole provinciali; io sostengo che, se voi approverete questa legge, quale essa vi si presenta, le scuole magistrali provinciali cesseranno di esistere.

Prima di tutto, volete voi imporre ad una provincia tutti gli obblighi che sono portati da questa legge e per soprappiù ancora affidarle questo carico dell'istituire una scuola provinciale tutta a propria spesa?

LANZA, ministro dell'istruzione pubblica e delle finanze. Che spesa? Vi sono i sussidi.

VALERIO. I sussidi sono di 250 lire ogni 20,000 o 30,000 abitanti. Volete voi che la provincia che accorda questi sussidi mandi questi suoi sussidiati ad una scuola di cui non approfitta? Egli è evidente che voi dovete accettare il sistema delle scuole provinciali annue come per lo passato, o, secondo la necessità lo esigerà, allargare il sistema delle scuole normali, magistrali, governative.

Ora, quando voi accettiate il sistema delle scuole normali governative, voi dovete dare ad esse quell'estensione che basti a sopperire ai bisogni.

Ora i bisogni dell'isola sono molti; le scuole che sono

aperte nei borghi sono insufficienti a provvedervi; il numero degli alunni che vi accorrono è ora piccolo, perchè alcune di esse sono cattive. Istituite delle buone scuole, fate in maniera che i parenti si persuadano che i figli inviati da essi a queste scuole ne ricavano veramente notevole profitto, e voi vedrete duplicarsi, triplicarsi (come lo vediamo nei nostri villaggi) il numero degli alunni che le frequenteranno.

Convinto di queste ragioni, io persisto nel dire che, se la Camera vuole accettare questo schema di legge, farà cosa opportunissima approvando l'emendamento Beolchi, che io riprendo. Ripeto che, ciò operando, farà cosa molto savia e molto buona, imperocchè proverà agli abitanti dell'isola che anche la parte più lontana dello Stato, quantunque meno rappresentata, per incidenza, in questo Parlamento, tuttavia vi trova interesse ed amore, vi trova quella giustizia distributiva, che noi dobbiamo all'isola, e che, se sovente le venne meno per lo passato sotto il Governo assoluto, deve, ora che è retta dal sistema di libertà, farla risorgere a nuova civilizzazione, a nuova ricchezza.

GARAU. Una scuola può essere insufficiente o per numero eccessivo di allievi, o perchè, per troppa lontananza dal loro domicilio, essi si debbano astenere dal concorrervi.

Il caso della divisione di Sassari non è sicuramente il primo; bene osservava l'onorevole ministro che, se il concorso fosse sufficiente, una sola scuola bastava per l'isola.

Il caso della divisione di Sassari è bene il secondo, poichè la distanza è tale che il misero sussidio di 250 lire non può allettare gli abitanti del capo settentrionale a recarsi a Cagliari ad intraprendere la carriera di allievi maestri.

In conseguenza la posizione che questa legge fa alla divisione di Sassari è molto dura; la divisione di Sassari si troverebbe obbligata a pagare l'annuo sussidio, ed allo stesso tempo niuno dei suoi abitanti ne profitterebbe, perchè certamente nessuno vorrebbe recarsi a Cagliari col sussidio di sole lire 250.

Riconosciuto questo male, si deve dunque pensare al rimedio; questo è di tre modi: aprire due scuole secondo la proposta Valerio; ove non si volesse accettare questo mezzo, come dispendioso, vi sarebbe il mezzo proposto dal signor ministro, di traslocare ogni triennio la scuola dal capo meridionale al settentrionale.

Io noto però che questa scuola ambulante e saltuaria sarebbe poco atta ad ispirare confidenza.

Il terzo mezzo, che credo il più conveniente, si è quello di accrescere il sussidio agli allievi maestri: dal momento che riesce evidente che il sussidio di 250 lire non basta per indurre gli allievi maestri a recarsi dal capo settentrionale al capo meridionale dell'isola, quando questo sussidio venga aumentato di un terzo, è probabile che allora possa bastare; in fine non sarebbe che un sacrificio di un due o tre mila lire imposto allo Stato, il quale renderebbe una grande giustizia al capo settentrionale dell'isola, mentre lo chiamerebbe a parte

del beneficio di questa legge; beneficio che senza questo aumento di sussidio rimane assolutamente defraudato. Anzi, come io osservava, senza di ciò non solo rimarrebbe defraudato di ogni beneficio, ma sarebbe aggravato da questa legge, giacchè dovrà pagare sussidi senza poter approfittare di queste scuole.

Io credo adunque che si possa adottare questo emendamento, il quale mi riservo di proporre a suo tempo, se le votazioni della Camera non ne precluderanno l'adito.

Il deputato Valerio osservava che il sussidio proposto per le scuole elementari non poteva trovar luogo in questa legge. Io però penso che l'aumento da me proposto trovi benissimo il suo posto nello stesso articolo che pone il sussidio a carico delle provincie. Non vi sarebbe da far altro che aumentare questi sussidi di un terzo, a carico dello Stato.

Prego però la Camera, se mai, volendo rendere perfetta giustizia alla divisione di Sassari, entrasse nel mio divisamento, di rigettare l'emendamento proposto dall'onorevole Michelini. Evidentemente questo emendamento è illusorio. Esso dà facoltà al signor ministro di stabilire due scuole in Sardegna; ma, quando il Ministero proclama inutili due scuole normali nell'isola, mi pare che lasciargli la facoltà di stabilirle, sia lo stesso che non volerle stabilite.

La Sardegna sarà più contenta di una negativa assoluta per parte della Camera, che della votazione di un emendamento evidentemente illusorio, che, pur mostrando di dare soddisfazione all'isola, in effetto non le dà soddisfazione di sorta; preclude invece anche l'adito al mezzo di transazione che io proporrei, e che consisterebbe nell'accordare un aumento al sussidio.

PRESIDENTE. Farò osservare che la questione relativa ad un aumento di sussidio mi pare indipendente dalla votazione del presente articolo, e che perciò non può essere pregiudicata da questa e dalle votazioni che possono farsi.

Osservo poi che il deputato Alfieri ha proposto un altro emendamento, il quale verrebbe in aggiunta all'articolo.

Dopo l'emendamento dei deputati Michelini e Marco così concepito: « Sono istituite sei scuole normali per gli allievi maestri e sei per le allieve maestre da ripartirsi nelle varie provincie dello Stato, » il deputato Alfieri propone che si aggiunga: « previa accettazione del loro stabilimento per parte dei Consigli provinciali. »

Essendosi fatta dal deputato Mellana una proposta sospensiva, cioè che l'emendamento Beolchi, ripigliato dall'onorevole Valerio, sia rinviato alla Commissione in un coll'articolo primo, acciocchè essa lo esamini in relazione anche coll'articolo 9 che parla dei sussidi, e questa proposta, come sospensiva, dovendo avere la precedenza, io la metterò ai voti.

LANZA, ministro dell'istruzione pubblica e delle finanze. Non credo che vi sia alcuna necessità di soprassedere alla discussione e votazione di quest'articolo per inviarlo alla Commissione, onde voglia fare studi appositi

a tal riguardo. Mi pare che la questione è semplice. Si tratta unicamente di vedere se, invece di concedere alla Sardegna due scuole normali maschili e due femminili, non convenga limitarne il numero solamente alla metà, ed in corrispettivo dell'altra accordarle dei sussidi. Ridotta a questi termini la questione, non mi pare che vi sia necessità di far studi appositi a questo riguardo. La Camera, dalla discussione che ebbe luogo sull'emendamento Mellana, può già essersi formato un criterio sulla convenienza di accettare o no questo sistema; quindi la pregherei a non sospendere la discussione e di venire alla votazione su questo emendamento.

Quanto al mio avviso, io penso che la questione dei sussidi deve essere rimandata all'articolo che li concerne, e che essa non forma parte integrante coll'articolo 1 che discutiamo. Una correlazione, senza dubbio, vi esiste; ma non parmi che sia così assoluta da richiedere che venga complessivamente discussa e votata.

Per conseguenza prego la Camera di procedere alla votazione del primo articolo.

PRESIDENTE. Interrogo l'onorevole Mellana, se consenta di riservare la questione relativa ai sussidi all'articolo 9.

MELLANA. A me poco importerebbe; ma allora bisognerebbe sospendere la proposta Beolchi, giacchè essa sarebbe pregiudicata dalla sospensione sulla mia: in quanto che alcuni potrebbero, colla speranza che venisse accolta la mia proposta, respingere ora quella dell'onorevole Beolchi, e poscia trovare insoddisfatto il loro desiderio ove poi venisse respinta quella da me indicata.

Quanto a me, ho messo avanti quell'idea perchè mi sembrava meritasse di essere maturata dalla Commissione. E credo che il signor ministro non avesse compreso il mio concetto quando disse che la Commissione aveva già dichiarato che erano sufficienti le due scuole nella Sardegna. Non era su di ciò che io desideravo il preavviso della Commissione, giacchè anche io ho sostenuto che erano inutili le due nuove scuole proposte dal deputato Beolchi. Io desideravo il preavviso della Commissione sulle due proposte da me fatte, tendenti a stabilire il modo migliore di sovvenire all'isola.

Io ho detto che, se la Commissione dietro i dati statistici che le verranno somministrati dal Ministero riconoscerà necessario di chiamare un maggior numero di giovani d'ambo i sessi a queste scuole magistrali, secondo me, invece di creare altre due scuole, sarebbe meglio di dare sussidi ai giovani perchè possano intervenire. Se la Commissione crede che veramente bastino le due scuole normali che si propongono, e allora se la Camera vuole portare un vero e reale beneficio all'isola, potrebbe dividere le altre 14,000 lire in sussidi di 200 lire per i comuni più poveri dell'isola, affinchè anche essi possano avere una scuola. Questa è la mia duplice idea, che appunto voleva maturata dalla Commissione; perchè, mancando io delle necessarie cognizioni locali, non saprei io stesso a quale dare la preferenza.

LANZA, ministro dell'istruzione pubblica e delle finanze. Riguardo alla prima parte della proposta dell'onorevole

Mellana, che cioè la Commissione studii se convenga di stabilire quattro scuole normali, o solamente due, non è più il caso che se ne occupi, dacchè all'unanimità ha dichiarato di attenersi all'articolo del progetto ministeriale.

Quanto alla proposta del sussidio, osservo anzitutto che non è necessario di rimandare il primo articolo alla Commissione, perchè, come disse l'onorevole Mellana, quelli che volessero votare la proposta Michelini, od anche l'articolo ministeriale, colla speranza di stabilire poi dei sussidi, potessero poi essere delusi; io dico che questo non può aver luogo, perchè nella votazione deve necessariamente dividersi la prima dalla seconda parte dell'articolo, di modo che, come ben vede l'onorevole Michelini, non si potrebbe conseguire il suo intento, cioè a dire che quelli che vogliono una cosa o l'altra, siano più liberi nella votazione; poichè lo sono, sia che si voti ora, come dopo che la Commissione avrà fatto il suo esame: solo quando fosse d'uopo che la Commissione facesse nuovi studi, allora comprenderei la ragionevolezza dell'invio alla medesima; ma, se è solo per far sì che i deputati abbiano una maggiore libertà nella votazione, io non ne vedo la necessità.

PRESIDENTE. Se la proposta del deputato Mellana non è ritirata, io la metto ai voti.

MELLANA. La ritiro.

PRESIDENTE. Il deputato Mellana avendo ritirata la sua proposta, metto a partito innanzitutto quella dei deputati Michelini e Marco. Essa è così concepita:

« Sono istituite sei scuole normali per gli allievi maestri e sei per le allieve maestre da ripartirsi nelle varie provincie dello Stato. »

(Dopo doppia prova e controprova, è rigettata.)

Ora viene in votazione la proposta fatta originariamente dal deputato Beolchi e ripresa dall'onorevole Valerio, secondo la quale si farebbero due variazioni all'articolo, cioè il numero delle scuole invece di sei sarebbe portato a sette, e poi si stabilirebbe che due di esse dovessero assegnarsi alla Sardegna.

Siccome però la Commissione avrebbe accettata la redazione del progetto ministeriale, sarebbe necessario che l'emendamento testè accennato fosse redatto in modo che potesse andare d'accordo colla proposta del Ministero.

Prego il deputato Valerio a voler indicare la redazione che intende adottare.

VALERIO. Direi così:

« Sono istituite sette scuole normali per gli allievi maestri, delle quali due nella Sardegna, una nella Savoia, una nella Liguria e tre nelle altre provincie dello Stato. »

PRESIDENTE. Per separare l'emendamento dalla redazione dell'articolo, porrò separatamente ai voti le due parti dell'emendamento del deputato Valerio.

Chi è d'avviso di adottare la proposta della surrogazione della parola *sette*, a *sei* indicata nell'articolo 1, voglia alzarsi.

(Non è approvata.)

Conseguentemente, se non si fanno istanze, non porrò ai voti l'altra parte dell'emendamento.

VALERIO. È inutile.

PRESIDENTE. Rimangono ora tre emendamenti aggiuntivi. Quello del deputato Alfieri, collegandosi strettamente colla redazione della prima parte dell'articolo 1, lo pongo innanzitutto ai voti. Esso consiste nell'aggiunta delle seguenti parole: « previa accettazione del loro stabilimento per parte dei Consigli provinciali. »

ALFIERI. Domando la parola.

PRESIDENTE. Ha facoltà di parlare.

ALFIERI. Io doveti improvvisare questa redazione.

Il mio desiderio è solamente che sia proclamato nel primo articolo il principio dell'assenso delle provincie nell'accettare l'istituzione di queste scuole. Il progetto di legge quale è, fa facoltà al Governo d'imporre questi istituti alle provincie; io non intendo con ciò dire che il Governo sia per far questo fuori di proposito; ma però desidererei fosse tolta questa facoltà dalla legge di poter venire ad imporre alle provincie siffatte scuole, le quali richiedono il loro concorso pecuniario, tanto per l'istituzione come pel sussidio.

Bramerei adunque che fosse detto che l'assenso delle provincie a tal uopo è necessario.

PRESIDENTE. Insiste nel suo emendamento?

ALFIERI. Sì, sì!

PRESIDENTE. La parola spetta al deputato Mellana.

MELLANA. Non arrivo a comprendere la proposta dell'onorevole Alfieri. Se invece di voler assicurare un diritto di assentimento alle provincie, lo *reclamasse a favore* di quei municipi nei quali si vorranno per regio decreto aprire queste scuole normali, allora la sua proposta sarebbe non solo opportuna e giusta, ma indispensabile. Giacchè, in forza di questa legge, dovendo i comuni nei quali queste scuole saranno stabilite sopportare l'aggravio e perciò l'imposta per le spese di locale e per le suppellettili ed altri oggetti alle stesse scuole inerenti, esso è costituzionalmente indispensabile che i rappresentanti dei comuni diano il preventivo loro assentimento. Ma io non intendo la ragione per la quale le provincie debbano essere interrogate.

VALERIO. Pei sussidi.

MELLANA. Ma noti l'onorevole Valerio che allora occorre di richiedere l'assentimento di tutte le provincie, non di quelle sole nelle quali saranno aperte queste scuole; giacchè, dietro il disposto di questa legge, ove venga sancita, non solo le provincie ove verranno istituite le scuole magistrali, ma tutte le provincie dello Stato, a prorata della loro popolazione, saranno vincolate a fornire i sussidi.

Quanto a quello che diceva l'onorevole Alfieri, che cioè alcune provincie potrebbero desiderare di mantenere le scuole magistrali che tennero aperte sinora, io osservo che in questo articolo non si pone impedimento all'esercizio di un tale diritto nelle provincie. L'articolo, nel quale si vorrebbe porre un vincolo a tale diritto delle provincie e dei comuni, non è ancora in discussione: quando il medesimo verrà in discussione, io darò

tutto l'appoggio della mia parola e del mio voto per sogguardare l'intera libertà dei comuni e delle provincie: ma ora respingo...

CAVOUR G. Domando la parola sull'ordine della discussione.

MELLANA... l'emendamento tal quale è formulato, ed insisto perchè in luogo delle provincie, sia detto dei municipi.

Io potrei quindi votare l'emendamento ove alla parola provincie si surrogasse quella di comuni; e ciò io lo troverei giustissimo; poichè, dal momento che si mette un'imposta a carico del comune, egli è giusto che si otenga il loro assentimento.

PRESIDENTE. Do la parola al deputato Cavour G.

CAVOUR G. Osservo che la sede di questa discussione sarebbe molto più a proposito all'articolo 7.

Non emetto alcuna opinione sul fondo della proposta; dico solo che troverei ciò più a suo sito qualora si rimandasse a quell'articolo.

ALFIERI. Dietro le osservazioni fatte, io acconsento a rimandare la discussione all'articolo 7.

PRESIDENTE. Il deputato Alfieri acconsentendo a rimandare la discussione di quest'articolo, allora pongo ai voti la prima parte dell'articolo 1, secondo la redazione del Ministero:

« Sono istituite sei scuole normali per gli allievi maestri, delle quali una nella Savoia, una nella Sardegna, una nella Liguria e tre nelle altre provincie dello Stato. »

(La Camera approva.)

Pongo ai voti la seconda parte dell'articolo 1, che è così concepita:

« Una scuola normale è pure stabilita per le allieve maestre. »

(La Camera approva.)

Verrebbe ora la proposta del deputato Franchi, che è un'aggiunta a questa seconda parte:

« Riguardo a queste ultime il Ministero dovrà provvedere con appositi e speciali regolamenti pel loro governo interno. »

Molte voci. È inutile, il regolamento è sottinteso!

BOGGIO. Io credo questa aggiunta assolutamente inutile. Una legge non può essere attuata se non per mezzo di un regolamento che la renda eseguibile in conformità del principio a cui si informa e dello scopo a cui tende.

La legge in discussione crea due ordini di scuole normali, le une per i maestri, le altre per le maestre: la natura di questi due ordini di scuole è troppo dissimile perchè sia a temere che il ministro faccia un solo regolamento complessivo per le une e per le altre.

Basta porre mente alle differenze del rispettivo programma per esserne sufficientemente persuasi; epperò io penso che la Camera farà bene a respingere questo emendamento come inutile.

FRANCHI. Lo ritiro.

PRESIDENTE. Rimane la proposta Valerio così concepita:

« Queste scuole potranno essere tramutate di triennio in triennio da una provincia all'altra delle regioni per cui furono istituite. »

Il deputato Valerio ha facoltà di parlare.

DEMARIA, relatore. Domando la parola.

VALERIO. Se il signor relatore vuole combattere il mio emendamento, io parlerò dopo.

CAVOUR, presidente del Consiglio, ministro degli esteri e dell'interno. Bisogna svolgerlo prima di combatterlo.

VALERIO. L'ho già svolto, e l'onorevole relatore aveva già cominciato a combatterlo, quando il signor presidente lo interruppe dicendo: sarà meglio rimandare questa parte del ragionamento quando venga posto ai voti l'emendamento.

PRESIDENTE. L'onorevole Valerio ha già svolto il suo emendamento, conseguentemente do la parola al signor relatore.

DEMARIA, relatore. Ho già accennato alcune considerazioni, per le quali la Commissione non aveva creduto di dover accettare la mobilità di queste scuole. La Commissione era stata mossa massimamente dall'esperienza di tutti i paesi, dove esistono scuole normali. Essa non vide alcun luogo dove queste scuole, mutando sede ogni biennio od ogni triennio, siano riuscite molto utili. Tutte le scuole normali più rinomate hanno sede fissa.

L'onorevole Valerio d'altronde ha già esso stesso ammessa la necessità della sede fissa per le scuole normali, cioè egli ha detto che è necessario che siano fisse le scuole normali che debbono preparare allievi per l'istruzione elementare superiore, ma che vorrebbe mobili quelle che provvedono all'istruzione elementare inferiore.

Io ora osserverò all'onorevole Valerio ed alla Camera che gli istituti magistrali, che noi vogliamo creare con questa legge, sono massimamente destinati a dar compiuta l'istruzione magistrale, cioè a dire l'istruzione per l'insegnamento elementare e inferiore e superiore. Ora si potrebbe bensì concepire che una scuola magistrale destinata a creare maestri per quei luoghi che non li possono convenientemente retribuire, e per la sola istruzione elementare inferiore, muti di luogo; ma una scuola per un compiuto addottrinamento magistrale non può mutare di sede: e ciò perchè, o signori?

Onde riesca compiuta questa scuola magistrale è d'uopo abbia un convitto allato.

Ora io domando se le difficoltà che si hanno a superare per avere un convitto si potranno conciliare colla mutabilità della sede delle scuole. Certo che no. Io vi domando se tutte quelle industrie insegnative che si aggruppano attorno ad una scuola normale, si potranno così facilmente mutar di sede. Se, quando una scuola normale destinata all'istruzione superiore elementare si sarà stabilita con buoni auspizi in una località, quando vi avrà creato comodità per la dimora degli allievi, vi avrà attratte le industrie necessarie per lo studio in queste scuole, io vi domando se si potrà così facilmente mutar di sede.

L'onorevole Valerio osservava che coloro i quali devono frequentare queste scuole non si devono obbligare a lontana dimora dalle loro case, perchè hanno già dovuto spendere più anni di studi classici fuori di esse. Ma io noterò all'onorevole Valerio che colle attuali vie ferrate nella terraferma non vi sono più quelle grandi distanze; che, colle medesime, le scuole magistrali sono, direi così, alla porta di chi vuole apprendervi la professione di maestro. Osserverò inoltre che quelli che si presentano all'esame di ammissione nelle scuole magistrali, non hanno per nulla bisogno di aver compiuto il corso classico, bastando loro il corso elementare che trovano insegnato nel proprio paese, onde non avranno avuto bisogno di spatriare prima di presentarsi alle scuole normali. Pertanto, se si considera che nelle condizioni attuali non sono più sì grandi i danni dell'abbandono della propria residenza, anche a grandi distanze; se si considera che coloro i quali non potranno recarsi a grande distanza, avranno eziandio il mezzo di fare in patria i loro studi, e poi presentarsi a subire gli esami o nelle scuole magistrali che alcune provincie vorranno ancora conservare, o nelle scuole magistrali sussidiarie che si formeranno per preparare professori elementari inferiori; se si considerano per altra parte i gravissimi inconvenienti che sorgerebbero dal rendere instabile una scuola, che solo colla fissità può gettare profonde radici, può perfezionare i suoi metodi ed acquistare rinomanza, si preferirà una sede fissa. Così ci accosteremo a quanto ha fatto evidente l'esperienza di altre nazioni, dove le scuole normali più rinomate più non mutarono sede; io credo perciò che male si provvederebbe al miglioramento delle scuole magistrali se si ammettesse il principio di mobilità sostenuto dall'onorevole Valerio.

PRESIDENTE. La parola spetta all'onorevole Valerio.

VALERIO. Parmi che l'onorevole relatore abbia scambiato il carattere del mio emendamento. Io non ho detto *dovrà*, ho detto *potrà*: io non faccio un obbligo al Governo, ma desidero che questa possibilità sia scritta nella legge. Possono presentarsi delle circostanze in cui sia questo desiderabile...

MICHELINI G. B. Questo non è proibito nella legge, e il Governo può fare tutto ciò che non è proibito...

VALERIO... ed io desidero, e con me la Commissione che nella scorsa Sessione prese ad esame questo progetto, che questa possibilità sia scritta, affinchè le provincie sappiano che questo può farsi.

Che poi vi siano delle circostanze in cui questo traslocamento debba aver luogo, lo indicò il signor ministro stesso quando testè, parlando della Sardegna, disse che avrebbe messo a Cagliari la scuola ora maschile ora femminile e viceversa a Sassari. Se adunque lo stesso signor ministro riconosce in certi casi utilissimo, se non necessario, un tale traslocamento, io non vedo perchè non si debba esso inserire nella legge: quanto più sono gravi le cagioni per cui la Commissione vorrebbe che queste scuole fossero permanenti, tanto più è mestieri che venga espresso nella legge che può a questa immobilità derogarsi.

Non ripeterò quanto già dissi intorno al modo in cui queste scuole saranno da reclutare: dirò soltanto che esse non avranno per accorrenti che gli abitanti poveri delle città in cui saranno collocate e quelli che riceveranno il sussidio.

Ora ditemi voi se coi poveri delle città dove saranno collocate e coi sussidiati dalle provincie (uno sopra 20 mila abitanti come vuole il Ministero od uno sopra 30 mila secondo propone la Commissione), se voi avrete quel numero di maestri che riconoscete necessario. Io penso di no. Io porto opinione che, se voi trasportate, se non la scuola principale del terzo anno, almeno quelle dei due primi anni, le metterete alla portata dei poveri di altre località, ed avrete accresciuto il numero dei maestri; senza di ciò il risultato di questa legge sarà che non solo avrete grandemente sturbato l'azione delle provincie, le quali colle loro scuole magistrali provinciali annue hanno già arrecato un copiosissimo frutto, ma voi sturberete ancora in avvenire l'opera delle società private. Noi abbiamo istituiti privati che han dati lieti risultamenti; qualora questa legge venisse adottata, penso che sarebbe ben difficile che una di queste scuole private resistesse ancora.

Se volete che quest'istituzione sia veramente proficua, procurate che ne sia reso agevole l'accesso a tutte le classi povere che vi debbono attingere l'istruzione, e non fate ch'essa sia puramente una scuola d'interessi locali e di sussidiati: ch'è, quando ciò fosse, ne avreste in conseguenza i danni che vi ho accennati, e sarebbero perduti i sussidi pagati dalle provincie e le somme versate dalle finanze.

MICHELINI G. B. Poche parole mi basteranno, spero, per indurre l'onorevole Valerio ad imitare l'onorevole deputato di Dronero, il quale ritirò la sua proposta. Partendo quest'ultimo da un'idea giustissima, che le scuole maschili debbono essere rette diversamente delle femminili, proponeva un emendamento con cui invitava il Ministero a fare provvedimenti diversi per le une e per le altre.

Al fine della tornata di ieri, facendo io plauso all'intenzione, dimostrava tuttavia non essere necessaria l'aggiunta da lui proposta, perchè, imporre al ministro di fare un regolamento senza specificarne le disposizioni, non induce vincolo di sorta, e tanto vale tacere. Oggi l'onorevole Boggio adduceva poco presso le medesime ragioni per dimostrare l'inutilità di quell'emendamento. Io do lode al conte Franchi di essersi arreso e di avere ritirato il suo emendamento. Ora, se io dimostro essere anche perfettamente inutile l'emendamento proposto dall'onorevole di Casteggio, non è punto da dubitare che anche egli lo ritirerà. L'onorevole Valerio dice che queste scuole *potranno* essere traslocate di triennio in triennio. Ma il ministro ha questo potere senza che sia necessario glielo dia la legge. Imperocchè, giusta il principio: *id omne licet quod prohibitum non est*, il ministro può fare tutto ciò che non gli è espressamente vietato.

Laonde, punto non du'itando che nessuno vuole in-

scrivere nella legge disposizioni inutili, credo che il proponente ritirerà la sua proposta, od almeno che la Camera non l'approverà.

CROTTI DI COSTIGLIOLE. Quant à moi, je viens m'associer, en partie du moins, à l'amendement proposé par l'honorable Valerio, pour que dans la loi il soit accordé au ministre la faculté de changer ces écoles magistrales; et j'appuie cette proposition sur des considérations particulières à la vallée d'Aoste.

Dans la vallée d'Aoste on parle français. Les écoles magistrales se feront naturellement dans la langue de la province où elles sont instituées, et je ne pense pas que la vallée d'Aoste puisse en avoir une sur les trois qui restent pour Nice et le bassin du Piémont, et dont la distribution est confiée à monsieur le ministre.

Mais si les élèves de la vallée d'Aoste pour les écoles magistrales des maîtres et maitresses doivent venir en Piémont, comme ils ne connaissent pas la langue italienne, il faudra d'abord l'apprendre, et ensuite lorsqu'ils auront appris pendant trois ans tout ce qu'ils doivent savoir pour enseigner, ils ne pourront point au retour dans les villages se faire entendre par les élèves.

Il est donc indispensable que le Ministère ait la faculté de pouvoir établir dans la ville d'Aoste pour trois ans une école magistrale pour les maîtres, et pour trois ans une école pour les maitresses; car sans cela je ne verrais pas de quelle manière monsieur le ministre pourrait pourvoir à l'instruction des maîtres et maitresses de la vallée d'Aoste, qui cependant, en payant les impôts et supportant les charges comme toutes les autres provinces de l'Etat, a droit aussi de participer comme elles aux avantages.

VALERIO. Le ragioni esposte dall'onorevole Crotti, le quali provano come possa in date circostanze essere utile od anche necessaria questa tramutazione, vengono in rinforzo a quelle arrecate dal signor ministro, il quale affermava essere d'uopo tramutare queste scuole femminili e maschili parte a Sassari e parte a Cagliari.

All'onorevole Michellini, il quale, lieto della vittoria che ha ottenuto sopra il deputato di Dronero (*Harità*), vorrebbe conseguire un'eguale vittoria su quello di Casteggio, risponderò solamente che, se egli è convinto che quest'autorità rimanga al Ministero quand'anche non sia scritta nella legge, non è egualmente di ciò convinta la Commissione.

Essa ha testè sostenuto, per bocca dell'onorevole suo relatore, che questa tramutazione non deve aver luogo, che sarebbe dannosissima, che è carattere precipuo e fondamentale di queste scuole la loro stabilità; ed ecco come viene ad essere dimostrata la necessità del mio emendamento, vale a dire di quello proposto dalla Commissione che esaminava questa legge nell'anno scorso, cioè che sia scritto nella legge che questa tramutazione, quando necessità si scorga, quando l'utilità ne sia manifesta, sia commesso al ministro di poterla praticare.

BOGGIO. La legge dice semplicemente che queste scuole saranno « una nella Savoia, una nella Sardegna, una nella Liguria e tre nelle altre provincie dello Stato; »

epperò implicitamente lascia al Ministero la facoltà di provvedere con decreti reali all'attuazione loro, in una piuttostochè in altra provincia. Ma il Ministero, che può procurare un decreto reale che crei una scuola in una data provincia, ha pure la facoltà di procurarne un altro che cangi la sede di quella scuola e la trasporti in una provincia diversa. È dunque evidente che la facoltà che il deputato Valerio vorrebbe conferire al ministro, gli è già attribuita dall'articolo 1. E mi sembra del pari evidente che, in ogni caso, il deputato Valerio non raggiungerebbe troppo il suo scopo colla redazione che ci ha proposta. Infatti il suo emendamento è così concepito: « Queste scuole *potranno* essere tramutate di triennio in triennio da una provincia all'altra delle *regioni* per cui furono istituite. » Se l'onorevole Valerio volesse che fosse in facoltà del Ministero il privare una delle regioni indicate nell'articolo d'una di queste scuole per darla ad un'altra, il suo emendamento potrebbe avere una qualche applicazione pratica; ma così come è concepito riesce assolutamente inutile.

Penso poi che il relatore della Commissione non abbia bene interpretato questo articolo della legge, e credo che non si possa essere d'accordo con lui, salvo sotto la riserva di una modificazione dell'opinione che emise. Io credo cioè che il relatore della Commissione abbia voluto dire non essere conveniente di stabilire l'obbligo di questo cambiamento, ma doversi invece lasciare una certa latitudine, affinché il cangiamento si faccia secondo che le circostanze speciali o delle singole scuole o delle singole provincie lo richiedano.

Se noi accettiamo l'emendamento proposto dall'onorevole Valerio, ne verrà che facilmente il ministro sarà molestato da insistenti ed infondate domande di cambiamento.

Credo che questo debba essere il senso delle parole dell'onorevole relatore; perchè, mentre per una parte non sarebbe ammissibile una limitazione dalla legge non pronunciata, d'altro canto, lasciando la legge quale è, non è a temere l'inconveniente a cui alludeva il relatore.

Quando cioè una scuola avrà raggiunto lo sviluppo da esso accennato, il ministro non vorrà certo rovinarla cangiandone la sede; quando invece se ne potrà cangiar la sede senza danno dell'istituto, e con vantaggio di altre provincie, il ministro userà la facoltà che questa legge gli lascia.

Per conseguenza mi pare che quest'emendamento non costituirebbe che una viziosa aggiunta, perchè è sempre un vizio in una legge tutto ciò che è inutile.

MAZZA. Siccome fu notato dall'onorevole Valerio che il relatore si era espresso, riguardo al suo emendamento, in modo che veramente si voleva rendere impossibile al ministro il trasferire la sede delle scuole, di cui trattasi, da una provincia all'altra, così ne corre debito di dichiarare quale fu precisamente l'intendimento della Commissione. Essa crede infatti che la natura di queste scuole normali è di essere fissa; e sono fisse, per esempio, le scuole normali istituite dallo Stato in Francia,

nel Belgio, nell'Olanda, nel ducato di Sassonia-Weimar, in Prussia. Molti vantaggi speciali derivano, d'altra parte, da queste scuole, ove esse si tengano stabili: e, tra gli altri, vi è quello che in ciascuna provincia, ove queste scuole vengano a porsi, si possono stabilire piccoli musei, biblioteche, gabinetti fisici, e quindi rendere molto più profittevoli, che altrimenti non sarebbero, le scuole stesse agli allievi maestri.

Ma l'onorevole Valerio diceva: può darsi tal caso, in cui assolutamente si richiegga per l'utile delle provincie che si trasferiscano queste scuole. E veramente, in un caso eccezionale, estremo, come, a cagion d'esempio, quello di cui parlava l'onorevole ministro della pubblica istruzione, quando cioè si dibatteva poc'anzi la proposta di accrescere coteste scuole in Sardegna, questa eccezione potrà essere consentita. Ma chiunque scrivesse questa facoltà nella legge, adultererebbe col suo emendamento lo spirito della legge medesima. Imperocchè, come dissi, la natura di queste scuole è d'essere assolutamente stabile e fissa per tutti i vantaggi che ne derivano.

Siccome però l'articolo non stabilisce positivamente con termine espresso che queste scuole debbano essere fisse, così, ove un caso eccezionale, di estrema necessità si presenti, o come quello cui accennava l'onorevole Crotti riguardo alla valle d'Aosta, oppure quello della Sardegna, acconsentito dal ministro stesso, allora sarà il caso di fare una eccezione. E non potrà dirsi che la legge ne tolga positivamente al ministro la facoltà.

Io spero, in conseguenza, che per queste ragioni la Camera non vorrà adottare l'emendamento dell'onorevole Valerio.

PRESIDENTE. Il deputato Valerio presenta una nuova variante: invece delle parole: « queste scuole potranno, » sostituisce: « le scuole normali potranno essere tramutate. »

Metto ai voti questo emendamento così redatto.

(Non è approvato.)

Pongo ai voti il complesso delle due parti dell'articolo.

CAVOUR G. Domando la parola. (*Rumori d'impazienza*)

Prima che la Camera passi alla votazione dell'articolo 1, mi credo in dovere di dimandare al signor ministro dell'istruzione pubblica alcuni schiarimenti sulle sue intenzioni riguardo ad un istituto molto benemerito, che potrebbe essere gravemente compromesso se questa legge non fosse eseguita in modo non benevolo per esso. Questo istituto è la scuola delle allieve maestre, stabilita in questa capitale; scuola che è stata finora sussidiata dal Governo; ma che, essendo stata istituita da una società privata, è già un primo frutto che il nostro paese ha ottenuto dalla libertà di insegnamento, nella misura alquanto omeopatica però in cui la medesima ci fu sinora concessa.

In questa scuola distinti professori hanno spiegato un grande zelo, certamente molto meritorio, ed hanno ottenuto dei frutti che sono stati generalmente apprezzati.

Sono infatti uscite da questa scuola persone che diedero saggio di un'istruzione che onora i loro maestri e l'istituto nel quale quest'istruzione fu data.

Ora, se si viene a stabilire in Torino accanto a questo nascente istituto una scuola sotto la dipendenza esclusiva dell'amministrazione universitaria, sicuramente esso non potrà reggere lungo tempo; e quest'istituto così benemerito del paese correrebbe rischio di dover essere chiuso.

Io prego dunque l'onorevole ministro di dichiarare quali sono le sue intenzioni circa questo istituto; e mi riservo, nel caso che le sue parole non fossero pienamente rassicuranti per gli amici di tale scuola, mi riservo, dico, di proporre una piccola aggiunta all'articolo, le due parti del quale sono già state votate.

MELLANA. Domando la parola.

Prego il signor ministro di lasciarmi fare un'osservazione, primachè dia risposta all'onorevole preopinante.

Invece di adottare il principio di tutte le nostre leggi, giusta le quali tutte le circoscrizioni territoriali sono fatte per legge, nella legge della quale ci occupiamo fu adottato l'opposto sistema; si lascia cioè alla responsabilità ministeriale lo stabilire i luoghi dove debbano avere sede questi istituti normali. Ora io domando che sia per divenire questa responsabilità, quando il ministro venga a legarsi con anticipate promesse. Se tutti volessimo sapere quello che egli sia o non sia per fare, tanto varrebbe allora obbligarlo per una legge, anzichè lasciare queste cose al suo arbitrio.

Quindi, avendo noi adottato il principio di accordare piena libertà al Governo, io credo che questa non possa venire ora pregiudicata con promesse, che egli qui all'improvviso sia richiesto di fare in proposito.

LANZA, ministro dell'istruzione pubblica e delle finanze. Già in altre circostanze io ebbi l'onore di far debiti encomi all'istituto della scuola normale femminile, stabilito nella capitale per mezzo di una società privata; eppertanto non sarò mai io, certamente, quegli che vorrà perturbare l'esistenza di questo istituto, o che in qualsiasi modo cercherà di recare danno al medesimo. E ciò già lo dimostrai dacchè sono al Ministero, accordando a quest'istituto un sussidio annuo di tre mila lire. D'altra parte l'intendimento di un ministro dell'istruzione deve essere quello di diffondere, per quanto è possibile, l'istruzione e di approfittare di tutti quei mezzi che, non solo il Governo, ma eziandio i privati possono somministrare a questo scopo. Per conseguenza non si potrà mai supporre ragionevolmente che dal ministro si voglia perturbare l'andamento di un istituto il quale sia riconosciuto di vantaggio alla pubblica istruzione, meno poi a questo delle allieve maestre esistente in Torino, che diede già eccellenti maestre. Quindi può essere persuaso l'onorevole interpellante che si avranno tutti i debiti riguardi a detto stabilimento.

Non debbo però tacere che questo istituto, il quale vive in gran parte di sussidi del Governo e di pubbliche amministrazioni, il quale ha sede in un locale del Governo, non può essere considerato come stabilmente

privato, e perciò qualora dovesse tener luogo di scuola normale femminile e godere delle sue prerogative di simili scuole fondate dal Governo, dovrà pure uniformarsi alle discipline scolastiche che verranno stabilite. Credo che, se si deve lasciar tutta la libertà agli istituti propriamente privati che, cioè, vivono con largizioni o redditi esclusivamente privati, lo stesso non può farsi quando essi siano misti, vale a dire mantenuti in parte a spese private e in parte a spese pubbliche: naturalmente per questi sempre si richiede una maggior sorveglianza ed ingerenza per parte del Governo; e questo mancherebbe al suo dovere se non esigesse che fossero condotti con quelle norme che crede essere le migliori, tenendo però sempre conto delle speciali condizioni di simili istituti, rispettando questa legittima libertà di azione nella società, che è necessaria per assicurare il buon andamento e l'opera filantropica dei suoi fondatori.

Debbo ancora qui dichiarare che dal modo lodevole con cui fu sinora condotto questo stabilimento, non ebbi mai motivo di prendere alcuna disposizione spiacevole alla società, e giova sperare che anche per l'avvenire la sua direzione intelligente e saggia saprà continuare, e perfezionerà maggiormente questo istituto.

CROTTI DI COSTIGLIOLE. En suite du rejet de l'amendement de l'honorable Valerio; en présence de l'opinion manifestée par l'honorable Mazza, qui a soutenu, avec monsieur le rapporteur de la Commission; que les écoles normales devront être fixes; ayant entendu d'autres orateurs dire que le Gouvernement avait le pouvoir de les changer de localité, je ne sais, au milieu de ces opinions divergentes, ce que fera monsieur le ministre pour la vallée d'Aoste. Je serais charmé si monsieur le ministre voulait me faire connaître son opinion à ce sujet.

LANZA, ministro dell'istruzione pubblica e delle finanze. L'onorevole preopinante vorrebbe conoscere le disposizioni che prenderà il Ministero riguardo alla provincia d'Aosta, cioè desidererebbe sapere se è intendimento del Ministero di stabilire una scuola magistrale in quella provincia. Dichiaro che finora non ho ancora fatti studi sufficienti per determinare quale sarà la circoscrizione, quali saranno i luoghi in cui converrà stabilire queste scuole. Se ora volessi improvvisare un'opinione, temerei poi che, dovendo esaminare gl'interessi di tutte le provincie, avessi a ricredermi e quasi disdirmi. Per conseguenza non posso emettere un'opinione al riguardo; posso però accertare l'onorevole preopinante che il Ministero si preoccuperà vivamente, anche con molto interesse, delle condizioni particolari della provincia di Aosta, e farà in modo che anche per essa non manchino i mezzi per poter avere un numero bastevole di maestri approvati ed istruiti, e procurerà di far sì che non abbia a scapitare in questa distribuzione.

CAVOUR G. Comincerò per ringraziare l'onorevole ministro della dichiarazione fatta circa la benemerita dell'istituto delle allieve maestre. Questi elogi saranno certo molto graditi alle persone che con tanto zelo ed impegno hanno ottenuto questi risultati.

Riconosco quindi con lui che un istituto, il quale riceve sussidi dal Governo, deve necessariamente ricevere eziandio dal Governo una direzione assai più stringente che non quelli che vivono interamente a spese di coloro che li fondarono o li dirigono. Però parmi che, appunto per questo principio, si dovrebbe, nella legge che stiamo discutendo, fare un'aggiunta che permettesse al ministro, senza però vincolarlo menomamente, di sussidiare uno di questi istituti; e specialmente non dissimulo che ho in mira l'istituto delle allieve maestre già esistente in Torino. Infatti amerei che quest'istituto fosse trasformato in una scuola normale, senza aver timore della vicina concorrenza di una nuova scuola intieramente dipendente dal Ministero, e per conseguenza trattata forse con un po' più di favore, con un po' più di predilezione che non una scuola in gran parte indipendente; perchè, quantunque siano larghe e lodevoli le intenzioni dell'onorevole ministro, però si sa che nella burocrazia universitaria c'è un certo sentimento di repulsione per tutto quello che non è interamente ed in modo assoluto sotto la direzione di quella burocrazia centrale.

Io pertanto mi farei a proporre il seguente alinea da aggiungersi ai due già votati. (*Segni d'impazienza*) Quest'aggiunta formerebbe la terza parte dell'articolo 1, ed è così concepita:

« Ove però si trovino già in esistenza istituti educativi, i quali siano destinati a formare maestri e maestre, questi potranno essere computati nel numero sopra espresso, e ricevere un sussidio dallo Stato. »

Voci. Ai voti! A lunedì!

CAVOUR G. Prego i signori interruttori a lasciarmi terminare; se hanno osservazioni a fare possono esporle a suo tempo; se poi vogliono andare a pranzo (*Rumori*), domandino che la discussione sia rimandata; ma non interrompano un oratore in una discussione che può avere una certa importanza.

Osservo pertanto che la facoltà che colla mia proposta si darebbe al ministro non lo vincolerebbe per nulla, nè incepperebbe la sua azione.

BOGGIO. Se l'emendamento dicesse: *dovranno*, avrebbe un senso pratico; ma se si limita a dire *potranno*, riesce assolutamente inutile; poichè, lasciandosi la cosa all'arbitrio del ministro, non si fa altro che dichiarare che esso è libero di fare come vuole; e mi sembra che i ministri ne hanno già per modo l'abitudine, che riesca per lo meno superfluo lo autorizzarveli per legge.

CAVOUR G. L'onorevole Boggio mi fa un appunto che veramente non ha l'apparenza di logica. (*Rumori*) Una volta che si è detto nella legge che devono essere istituite dodici nuove scuole, è chiaro che il ministro non potrebbe limitarsi ad istituirne solo undici, supplendo alla duodecima con un istituto già fiorente, ed adottando questa fondazione come una vera scuola magistrale normale.

Il mio emendamento sarà buono, sarà cattivo, non sta a me il giudicarlo; ma esso non merita l'appunto di insignificanza che gli faceva l'onorevole Boggio. O egli

TORNATA DEL 27 MARZO 1858

non m'ha capito, o devo supporre che egli non capisce l'italiano. (*Interruzioni*)

PRESIDENTE. Domando se l'emendamento proposto dal deputato Cavour Gustavo è appoggiato.

(È appoggiato.)

Voci. A lunedì!

PRESIDENTE. Sono parecchi gli oratori che hanno chiesto di parlare su questo emendamento: se la Camera intende che la seduta continui, accorderò loro la parola.

VALERIO. Domando la parola.

PRESIDENTE. Il deputato Valerio ha facoltà di parlare.

VALERIO. Chiedo si rimandi la discussione di questo emendamento a lunedì, poichè riflette una questione grave e di molto interesse. Ognuno sa quanto bene ab-

bia fatto per l'educazione femminile l'istituto di cui ha testè preso a parlare l'onorevole Cavour Gustavo; si deve perciò avere a cuore che non sia con questa legge diminuita la forza e l'azione del medesimo. Domando adunque che la discussione sopra quest'emendamento venga portata a lunedì.

PRESIDENTE. Se non si fa opposizione, questa discussione è rimandata a lunedì.

La seduta è levata alle ore 5 1/4.

Ordine del giorno per la tornata di lunedì:

Continuazione della discussione del progetto di legge per l'istituzione di scuole normali per maestri e maestre elementari.
